

Concours national de la Résistance et de la Déportation

Glossaire

Sources

« [Acteurs de la répression et dispositifs répressifs – lexique indicatif](#) », musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, 2010.

Wikipédia, notamment le « [Glossaire de la langue du Troisième Reich](#) »

Dictionnaire historique de la Résistance, dir. François Marcot, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006.

Documents de la Fondation de la Résistance.

Les évasions des Marches de la mort – janvier-février et avril-mai 1945, Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah-Amicale d'Auschwitz, Paris, 2014.

Le site du [Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah-Amicale d'Auschwitz](#).

Table des matières

A	3
B	6
C	8
D	14
E	15
F	16
G	19
H	21
I	21
J	22
K	22
L	23

<i>M</i>	24
<i>N</i>	27
<i>O</i>	29
<i>P</i>	32
<i>R</i>	34
<i>S</i>	35
<i>T</i>	39
<i>U</i>	40
<i>V</i>	40
<i>W</i>	41
<i>Z</i>	41

A

Abwehr

Service de renseignements de la *Wehrmacht*, dirigé de janvier 1935 à février 1944 par l'amiral Wilhelm Canaris, dépendant de l'OKW et chargé des services secrets et du contre-espionnage. Canaris fut en conflit constant avec la SS et le *Sipo-SD* et lui et son entourage étaient antinazis (Canaris fut limogé en février 1944, arrêté après l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler et pendu au camp de concentration de Flossenbürg en avril 1945, peu avant la libération du camp par l'armée américaine). Dans les territoires occupés, l'*Abwehr* lutte aussi contre les résistants et procède à des arrestations. Ses services étaient installés à Paris à l'hôtel Lutetia.

ACP → **Comité français de la Libération nationale.**

AEF → **Afrique équatoriale française.**

Afrique équatoriale française ou AEF

Colonies françaises d'Afrique centrale (Gabon, Moyen-Congo, Tchad et Oubangui-Chari), devenues cinq républiques autonomes en 1958 (République congolaise ou Congo-Brazzaville, République centrafricaine, République gabonaise, République du Tchad, République du Cameroun). L'AEF avait à sa tête un gouverneur général représentant la métropole, résidant à Brazzaville. Dès fin août 1940, le gouverneur du Tchad Félix Éboué, premier gouverneur noir d'une colonie française, rallie sa colonie à la France libre (26 août), juste avant que Leclerc s'empare de Douala (27 août) et de Larminat de Brazzaville (28 août), le jour même où le gouverneur de l'Oubangui se rallie à la France libre, tandis que Koenig prend Libreville (Gabon) le 11 novembre 1940. Éboué s'installe alors à Brazzaville, nommé par de Gaulle gouverneur général de l'AEF (qui servira de base de départ pour les opérations en Afrique des forces françaises libres de Leclerc, de Larminat et Koenig) et il restera gouverneur général jusqu'au 15 février 1944 – épuisé, il meurt le 17 mai 1944.

Afrique occidentale française ou AOF

Colonies françaises d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Sénégal, Soudan français, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta, Dahomey), devenues autonomes en 1958, puis indépendantes en 1960. L'AOF avait à sa tête un gouverneur général représentant la métropole, résidant à Dakar, et distinct du gouverneur du Sénégal. À la différence de l'AEF, l'AOF reste fidèle au régime de Vichy en 1940-1942 : la tentative de débarquement des troupes britanniques et françaises libres (dont de Gaulle) a échoué à Dakar fin septembre 1940, sous le feu des forces de Vichy commandées par le gouverneur général Boisson. Après le débarquement allié en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, Boisson se rallie à l'amiral Darlan, devenu à Alger haut-commissaire de France en Afrique, sous l'égide des Américains, puis, après la mort de Darlan (24 décembre 1942), au général Giraud. Ce n'est qu'après le rapprochement de De Gaulle et de Giraud au sein du Comité français de la libération nationale (3 juin 1943) que de Gaulle obtient la démission de Boisson le 23 juin et nomme le 13 juillet Pierre Cournarie (gouverneur du Cameroun depuis novembre 1940) gouverneur général de l'AOF, qui bascule alors dans le camp gaulliste.

Agence d'information et de documentation → **Bureau d'information et de presse.**

AID → **Bureau d'information et de presse.**

AJ → **Armée juive.**

Aktion K ou *Aktion Kugel* → **Kugel-Erlass.**

Aktion T4 → **Untermensch(en).**

Allied Military Government of Occupied Territories → **AMGOT.**

Alliés

Principalement le Royaume-Uni (et donc l'Empire britannique et le *British Commonwealth of Nations*), la France libre (puis la France combattante), puis l'URSS (juin 1941) et les États-Unis (décembre 1941), tous en guerre contre les puissances de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo (Allemagne, Italie, Japon).

AMGOT ou Allied Military Government of Occupied Territories, Gouvernement militaire allié des territoires occupés

Officiers britanniques et américains spécialisés dans l'administration civile, sous les ordres des états-majors alliés, et chargés d'administrer les territoires (des pays de l'Axe ou des pays collaborant avec eux) libérés par les armées alliées, jusqu'à la mise en place d'élections. Après la Sicile ainsi administrée après le débarquement de juillet 1943, l'AMGOT devait se mettre en place en France après les débarquements de 1944 au fur et à mesure de la progression des Alliés – pour les Américains, c'est Vichy le gouvernement légal de la France. Or, de Gaulle à la tête du Comité français de la Libération nationale à Alger entend que le CFLN soit seul responsable de la souveraineté, de la mise en place des nouveaux pouvoirs publics remplaçant les autorités de Vichy, et de l'administration civile de la France à la Libération ; le 3 juin 1944, le CFLN devient donc le Gouvernement provisoire de la République française, alors qu'à l'inverse les Américains ont imprimé des billets de banque de francs d'occupation alliée. Aussi de Gaulle se rend-il dès le 14 juin à Bayeux, libéré, et nomme-t-il François Coulet commissaire de la République chargé d'administrer la tête de pont. L'AMGOT devra donc limiter ses ambitions et travailler avec la nouvelle administration française, notamment pour le ravitaillement de la population. L'arrivée de De Gaulle à Paris dès le 25 août parachève ce qui s'est produit sans les autres villes libérées : partout le GPRF a installé les nouveaux pouvoirs administratifs – l'AMGOT n'a plus lieu d'être en France.

Amt

Bureau ou service ou département dans l'administration allemande.

AOF → **Afrique occidentale française.**

Armed Forces of the Crown → **British Armed Forces.**

Armée juive ou AJ ou Organisation juive de combat ou OJC

Organisation militaire sioniste créée à Toulouse fin 1941-début 1942 par Avraham Polonski et David Knout, afin de faire passer clandestinement en Espagne environ 300 Juifs à destination de la Palestine et d'entraîner des jeunes volontaires pour combattre les Allemands. Un premier maquis juif est ainsi créé en octobre 1943 dans le Tarn. Des Groupes francs sont créés dans des villes comme Lyon, Grenoble, Nice. Début juin 1944, l'AJ est reconnue comme la branche militaire des Éclaireurs israélites et devient l'Organisation juive de combat, au sein des FFI. À la Libération,

des maquis de l'AJ prennent part à la libération de plusieurs villes – ainsi le maquis de l'AJ du Vivarais (Ardèche/Haute-Loire), près du Chambon-sur-Lignon, participe à la libération du Puy-en-Velay.

→ Voir **Éclaireurs israélites de France, Mouvement de jeunesse sioniste.**

Armée secrète ou AS

Regroupement en 1942 des branches paramilitaires des principaux mouvements de résistance non communistes de la zone sud, Combat (Henri Frenay), Libération-Sud (Emmanuel d'Astier de la Vigerie) et Franc-Tireur (Jean-Pierre Levy). Le général Charles Delestraint est nommé à sa tête par de Gaulle en octobre 1942, dans le cadre de la mission confiée à Jean Moulin de réunifier les mouvements de la zone sud mais en séparant leurs secteurs politique et militaire et en rattachant ce dernier à Londres. Raymond Aubrac fait partie de l'état-major de l'AS. Delestraint, qui théoriquement est aussi responsable de l'AS en zone nord à partir d'avril 1943, est arrêté par la Gestapo à Paris le 9 juin 1943 et c'est lors de la réunion organisée par Jean Moulin pour le remplacer que lui-même est arrêté à Caluire le 21 juin. En février 1944, l'AS (gaulliste, donc), l'Organisation de résistance de l'armée (ORA, de tendance giraudiste) et les Francs-tireurs et partisans français (FTP, communistes) se regroupent pour former les Forces françaises de l'intérieur (FFI).

→ Voir **Mouvements unis de Résistance.**

Armistice

Le gouvernement de Paul Reynaud, replié à Tours, puis à Bordeaux est déchiré en deux camps à la mi-juin 1940. Reynaud, Mandel, Moch, Herriot veulent continuer la lutte à partir des colonies françaises et transférer le gouvernement en Afrique du Nord et prônent donc la capitulation militaire de l'armée française en métropole, alors que Pétain, Weygand, Darlan, Queuille, Chautemps, pour lesquels la guerre est perdue et terminée, refusent l'idée de capitulation, qui rendrait responsables l'état-major et l'armée, au profit d'un armistice – accord politique entre gouvernements –, et veulent engager les négociations avec le Reich. Reynaud démissionne le 16 juin au soir, le président de la République Albert Lebrun demande à Pétain de former un nouveau gouvernement. Dans la nuit du 16 au 17, Pétain demande via l'Espagne au gouvernement allemand « *en vue de la cessation des hostilités [...] les conditions de paix proposées par l'Allemagne* ». Pétain parle à la radio le 17 juin vers midi sans prononcer le mot « *armistice* » : « *C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.* » Un discours perçu dans l'armée française comme un ordre à effet immédiat. En réalité, les négociations sur la convention d'armistice (et non sur « *les conditions de paix* ») eurent lieu les 21 et 22 juin dans la clairière de Rethondes en forêt de Compiègne, dans le même wagon qui servit en novembre 1918, l'armistice fut signé le 22 juin en fin d'après-midi. Mais pas encore applicable : il fallut attendre pour cela la convention signée avec l'Italie le 24 juin. Bref, l'armistice ne fut effectif que le 25 juin à 00 h 35 : les centaines de milliers de soldats français qui avaient déposé les armes jusque-là sur la foi du discours radiodiffusé du 17 juin furent faits prisonniers de guerre et partirent en captivité en Allemagne.

Aryanisation

Thème de la propagande nazie visant à l'expropriation des entreprises et des biens des Juifs du Reich, puis de l'Europe occupée. Elle est mise en place en France dès l'automne 1940 en zone occupée, puis par la loi de Vichy du 22 juillet 1942. Environ 10 000 entreprises ont été ainsi « aryanisées » de 1940 à 1944 et gérées par des administrateurs. C'est le Commissariat général aux questions juives ou CGQJ, créé par Vichy en mars 1941 et dirigé par Xavier Vallat, puis en mai 1942 par Louis

Darquier de Pellepoix, qui était chargé de mettre en œuvre la spoliation des biens juifs, via sa direction de l'aryanisation économique ou DAE, incluant un Service du contrôle des administrateurs provisoires ou SCAP.

AS → **Armée secrète.**

Assemblée consultative provisoire → **Comité français de la Libération nationale.**

Aufseherin(nen)

Auxiliaire(s) féminine(s) de la SS, surveillante(s) dans les camps de concentration. Les SS proprement dits sont exclusivement des hommes.

Außenkommando → **Kommando.**

Außenlager → **Camp de concentration.**

Ausweis → **Ligne de démarcation.**

Axe → **Alliés.**

B

Bataillons de la jeunesse → **Francs-Tireurs et partisans français.**

BBC ou British Broadcasting Corporation

Organisme britannique de production et de diffusion de programmes de radio.

BCRA ou Bureau central de renseignements et d'action

Service de renseignement de la France libre, d'abord créé en juillet 1940 par André Dewavrin (« colonel Passy ») en tant que 2e Bureau de l'état-major du général de Gaulle, puis Service de renseignements ou SR en avril 1941, Bureau central de renseignements et d'action militaire ou BCRAM en janvier 1942, BCRA en septembre 1942 – pour élargir ses missions à tous les types de liaisons, politiques et militaires, avec la métropole. Ce service, dirigé par Passy assisté d'André Manuel, eut aussi pour cadres Pierre Brossolette, Jacques Bingen, Stéphane Hessel, Antoine Mella, Roger Warin... Il a organisé d'importants réseaux dans la France occupée : Brutus, Confrérie Notre-Dame (CND, du colonel Rémy), Cohors, Gallia, Manipule, Phalanx, Phratrie... Puis, dans le cadre du CFLN, les services gaullistes et giraudistes doivent se regrouper dans la Direction générale des services spéciaux ou DGSS en novembre 1943, dirigée par Passy et Jacques Soustelle.

BCRAM → **BCRA.**

BDM → **Hitlerjugend.**

BdS → **Office central de la sécurité du Reich.**

Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes → **Office central de la sécurité du Reich.**

Berufsverbrecher

Détenu de droit commun récidiviste, souvent Allemand, recherché par les nazis pour exercer des responsabilités, par exemple de *Kapo*, dans un camp de concentration.

Bezen Perrot

Milice créée en décembre 1943 et composée d'autonomistes bretons au service de l'occupant, qui l'appelait *Der bretonische Waffenverband der SS*. Ne dépassant pas quelques dizaines d'hommes, ils faisaient partie du *Sicherheitsdienst*, portaient l'uniforme allemand et traquaient les résistants et les maquis en Bretagne. Début août 1944, ils s'enfuient avec la Gestapo de Rennes et la plupart gagnent l'Allemagne.

Bimur → **Bureau d'information et de presse.**

BIP → **Bureau d'information et de presse.**

Block

Baraque où sont entassés les détenus dans un camp. Est placé à sa tête une *Blockälteste* ou un *Blockältester*, chef de baraque.

BOA → **Bureau des opérations aériennes.**

Bretonische Waffenverband der SS → **Bezen Perrot.**

Brigades spéciales ou BS

Police française spécialisée dans la traque aux « ennemis intérieurs » du régime de Vichy, prisonniers évadés, Juifs, réfractaires au STO, résistants. Les BS dépendaient de la Direction centrale des Renseignements généraux (RG) et travaillaient en étroite collaboration avec les polices allemandes. Les BS de la Préfecture de police de Paris ont en particulier joué un rôle important dans la traque, les filatures et les arrestations des résistants FTP-MOI en novembre 1943.

British Armed Forces ou Armed Forces of the Crown

Forces armées britanniques, composées de la *British Army*, de la *Royal Air Force* et de la *Royal Navy*.

British Army

Armée de terre britannique.

British Broadcasting Corporation → **BBC.**

BS → **Brigades spéciales.**

Bulletin d'information des Mouvements unis de la Résistance → **Bureau d'information et de presse.**

Bulletin d'informations générales → **Bureau d'information et de presse.**

Bund Deutscher Mädel → **Hitlerjugend.**

Bureau central de renseignements et d'action → **BCRA.**

Bureau central de renseignements et d'action militaire → **BCRA**.

Bureau d'information et de presse ou BIP

Service de la délégation générale de la France libre, créé en avril 1942 par Jean Moulin à Lyon et confié à Georges Bidault afin de fournir à la presse et aux émissions de radio de la France libre des informations issues des mouvements de résistance en métropole et réciproquement. Le BIP (avec son *Bulletin d'informations générales*) est regroupé en avril 1944 avec le Centre d'information et de documentation des Mouvements unis de la Résistance (*Bulletin d'information des Mouvements unis de la Résistance* ou *Bimur*) et le service de documentation clandestin créé à Vichy même par un employé de l'Office français d'information ou OIF (l'agence de presse de l'État français), pour former l'Agence d'information et de documentation ou AID.

Bureau des opérations aériennes ou BOA

Créé en avril 1943 par Jean Moulin en zone nord pour organiser les parachutages et les atterrissages/décollages et rechercher les aviateurs alliés abattus, sur le modèle du Service des opérations aériennes et maritimes ou SOAM en zone sud, qui est remplacé au même moment par le Centre d'opérations de parachutages et d'atterrissages ou COPA, devenu en août 1943 la Section des atterrissages et parachutages ou SAP.

Bureau des services stratégiques → **Office of Strategic Services**.

C

CAD → **Comité d'action contre la déportation**.

Camp annexe → **Camp de concentration**.

Camp de concentration

Konzentrationslager ou *KL*, puis *KZ*. Le régime nazi avait dressé toute une typologie de camps de concentration, avec notamment les dénominations suivantes : *Außenlager* (camp extérieur ou annexe : sous-camp d'un grand camp central) – *Frauenlager* (camp de femmes, ainsi Ravensbrück) – *Judenlager* (camp pour Juifs) – *Stammlager* (camp « souche » : soit c'est un camp principal, qui administre une série de camps extérieurs ou annexes : par exemple, à Buchenwald étaient rattachés une centaine de camps extérieurs ; soit c'est le camp d'origine qui ensuite se développe en plusieurs camps, comme Auschwitz-I, auquel se sont ajoutés ensuite Auschwitz-II Birkenau et Auschwitz-III Monowitz) – *Zwangsarbeiterlager* (camp de travailleurs forcés) – *Todeslager* (camp de la mort) – *Vernichtungslager* (camp d'extermination). L'abréviation *KL* ou *KZ* précède les noms propres des camps ou des noms communs : ex. *KL-Buchenwald bei Weimar* est le nom officiel du camp de Buchenwald, *KZ-Häftling* signifie un détenu d'un camp de concentration...

Camp extérieur → **Camp de concentration**.

CCMR → **Comité central des mouvements de Résistance**.

CDAP → **Comités de défense et d'action paysanne**.

CDL → **Comité départemental de libération**.

Centre d'opérations de parachutages et d'atterrissages → **Bureau des opérations aériennes.**

Centurie → **Organisation civile et militaire.**

CFLN → **Comité français de la Libération nationale.**

CGA → **Confédération générale de l'agriculture.**

CGE → **Comité général d'études.**

CGPT → **Comités de défense et d'action paysanne.**

CGQJ → **Aryanisation.**

CGT → **Confédération générale du travail.**

CGTU → **Confédération générale du travail.**

Chemises brunes → **SA.**

Cimade ou Comité inter-mouvements auprès des évacués

Association de solidarité active créée dans les faits en novembre 1939 par des responsables d'associations protestantes pour la jeunesse, officiellement en avril 1940, afin de venir en aide aux réfugiés alsaciens et lorrains dans le Sud-Ouest. Puis son champ d'intervention s'élargit légalement dans la zone sud aux camps d'internement d'étrangers juifs et/ou réfugiés politiques (Gurs, Récébédou, Brens, Rivesaltes). À partir des rafles de Juifs de 1942, l'action de solidarité de la Cimade se transforme en activités clandestines de sauvetage, en cachant les persécutés parmi la population française, en fabriquant des faux papiers, en organisant des filières d'évasion vers la Suisse : ainsi au Chambon-sur-Lignon, près de 5 000 personnes seront cachées, dont 3 000 Juifs, jusqu'à la Libération.

CLL → **Comité départemental de libération.**

CMN → **Francs-Tireurs et partisans français.**

CND → **BCRA.**

CNE → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national.**

CNF → **Comité national français.**

CNR → **Conseil national de la Résistance.**

Code des otages

Sous la pression de Hitler qui veut que pour chaque soldat allemand tué dans les pays occupés, cent otages soient fusillés, Otto von Stülpnagel, chef du commandement militaire de la *Wehrmacht* en France occupée (*MBF*), édicte le 28 septembre 1941 à destination des chefs de régions militaires un « code des

otages » définissant un ordre de priorité pour désigner des otages – des responsables communistes à l'entourage des personnes arrêtées pour sabotages De fait, dès le 22 octobre 1941, suite à un attentat mortel à Nantes deux jours plus tôt du lieutenant-colonel Hotz, 48 internés (juifs, communistes et/ou résistants) sont fusillés à Châteaubriant, Nantes et Paris ; de même, le 24 octobre, 50 autres otages sont fusillés au camp de Souges, près de Bordeaux, après le meurtre le 21 octobre d'un autre responsable allemand. Entre septembre et décembre 1941, 215 otages sont ainsi exécutés en zone occupée. Ce type de fusillades sera progressivement abandonné en 1942, remplacé par la multiplication des déportations, avant de revenir en force au printemps et à l'été 1944.

Cohors → **BCRA**.

Collaborateurs, collabos, collaborationnistes, ultras

« Collaborateurs » (« collabos » en est le diminutif péjoratif) désigne les Français qui collaborent avec l'occupant allemand par idéologie ou par intérêt (hommes politiques de Vichy, policiers, miliciens, indicateurs, entrepreneurs...). La collaboration a été symbolisée par la poignée de mains officielle de Hitler et Pétain à la gare de Montoire, le 24 octobre 1940, à la demande de Pétain et de Laval faisant alors des offres de services à l'Allemagne (« *C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration [...]* Cette collaboration doit être sincère. », discours radiodiffusé de Pétain du 30 octobre 1940).

« Collaborationnistes » ou « ultras » qualifie les organisations partisans, surtout parisiennes, des collaborateurs les plus actifs, fascistes et pronazis, les plus acharnés contre les résistants et les juifs, et revendiquant la victoire du IIIe Reich, voire combattant à ses côtés : des partis comme le Parti populaire français ou PPF de Doriot ou le Rassemblement national populaire ou RNP de Déat, la Milice française de Darnand, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme ou LVF. Le gouvernement de Vichy s'élargit à ces ultras début 1944 – Henriot devient secrétaire d'État à l'information, Darnand au maintien de l'ordre, Déat au travail. C'est la phase finale fascisante du régime de Vichy : les miliciens se rendent maîtres d'une partie des structures administratives et les groupes collaborationnistes multiplient exécutions et massacres.

→ Voir **Milice française, Parti populaire français, Rassemblement national populaire**.

Colonie scolaire → **Comité de la rue Amelot**.

Comac → **Comité d'action militaire**.

Comidac → **Comité d'action militaire**.

Comité central des mouvements de Résistance ou CCMR

Créé en juillet 1943 (après l'arrestation de Jean Moulin) par huit mouvements de Résistance (Mouvements unis de la Résistance de la zone sud et comité de coordination de la zone nord) qui prennent leurs distances avec les partis politiques d'avant-guerre et le CFLN, par différence avec le Conseil national de la Résistance. Le CCMR cesse de se réunir après début 1944, après avoir créé le Comidac, qui se rattacherait au CNR en mai 1944 à l'instar des six autres commissions du CCMR (Désignations administratives, Noyautage des administrations publiques ou NAP,

Ravitaillement, Services de santé, Comité d'action contre la déportation ou CAD, Commission de l'action immédiate).

Comité d'action contre la déportation ou CAD

Créé en juillet 1943 pour coordonner la lutte contre le STO (= sens de « déportation » dans le nom du CAD), sous la direction d'Yves Farge, puis de Louis Saillant. Trois activités principales : recueil et utilisation d'informations sur les intentions allemandes en matière de STO ; production de fausses cartes de travail et d'alimentation pour les réfractaires au STO ; liens avec les mouvements de jeunesse et les maquis, auxquels le CAD distribue des fonds.

Comité d'action militaire ou Comac

Créé le 1^{er} février 1944, d'abord sous le nom de Comidac, par le CCMR pour fusionner les comités militaires des deux zones et diriger les Forces françaises de l'intérieur, créées au même moment grâce au rapprochement entre les structures militaires que constituaient l'Armée secrète, l'ORA giraudiste et les FTP communistes. Le Comidac est composé de Jean de Vogüé (zone nord), Maurice Chevance-Bertin (zone sud) et Pierre Villon (Front national, communiste). Une fois rattaché au CNR le 13 mai 1944, le Comidac devient le Comac Comité d'action militaire du CNR, « *organisme de direction et de commandement des FFI* », et, siégeant à Paris, réunit désormais Jean de Vogüé, Maurice Kriegel-Valrimont et Pierre Villon, en présence notamment de Jacques Chaban-Delmas (délégué militaire national, représentant du CFLN). Le Comac, au nom de la Résistance intérieure, et l'état-major national des FFI qu'il contrôle, entreront en conflit avec les deux instances du CFLN chargées de diriger l'action militaire de l'extérieur : un autre Comidac créé à Alger et l'état-major FFI du général Koenig à Londres. En réalité, ce sont surtout les responsables locaux et régionaux des FFI qui ont commandé et unifié les opérations de terrain. C'est ainsi que le Comac lui-même a été l'un des acteurs importants de l'insurrection parisienne et de la libération de Paris.

Comité de la rue Amelot ou Comité Amelot

Dès l'entrée des forces allemandes à Paris, à la mi-mai 1940, un comité clandestin pour aider les Juifs étrangers est créé à Paris, dans les locaux de la Colonie scolaire et de son dispensaire La Mère et l'Enfant, 36 rue Amelot (11^e), animé notamment par David Rapoport et Henry Bulawko. À partir des rafles de 1942, l'activité du comité s'étend à tout juif menacé (caches, sauvetage, filières de sortie de la zone occupée) ou déjà interné.

→ Voir aussi **Œuvre de secours aux enfants**.

Comité départemental de libération ou CDL

Mis en place clandestinement avant la Libération et chargé d'administrer à titre transitoire un département libéré (prise de pouvoir, épuration, ravitaillement, affaires courantes) jusqu'au retour de la légalité républicaine. Des comités locaux de libération ou CLL furent chargés d'administrer les communes libérées.

Comité français de la Libération nationale ou CFLN

Formé le 3 juin 1943 de la réunion du Comité national français gaulliste de Londres et du pouvoir civil et militaire exercé à Alger par le général Giraud sous la houlette des Américains. Le CFLN, déclare de Gaulle le 3 juin, « est le pouvoir central français. Il dirige l'effort français dans la guerre sous toutes ses formes et en tous lieux. En conséquence, il exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi ; il assure la gestion et la défense de tous les intérêts français

dans le monde ». De Gaulle et Giraud sont coprésidents du CFLN, qui compte un secrétaire général (Joxe) et sept commissaires (Abadie, Bonnet, Couve de Murville, Diethelm, Mayer, Plevén, Tixier). Le 4 août, Giraud doit accepter un partage des rôles : à lui le commandement militaire, à de Gaulle les pouvoirs civils. Mais début octobre 1943, après la libération de la Corse, alors que Giraud a agi hors du CFLN, de Gaulle prend le dessus et Giraud doit quitter la coprésidence du CFLN. Le 3 novembre, de Gaulle ouvre l'Assemblée consultative provisoire ou ACP et le CFLN est refondu le 9 novembre, incluant désormais des représentants des partis politiques (ainsi le radical Mendès France, puis à partir d'avril 1944 les communistes Grenier et Billoux) et de la Résistance intérieure (dont Frenay et d'Astier de la Vigerie). Plus de 400 ordonnances et décrets préparent la Libération. Le 3 juin 1944, le CFLN devient le Gouvernement provisoire de la République française, notamment pour contrer la volonté américaine de mettre en place l'AMGOT, c'est-à-dire une administration provisoire de la France libérée, assurée par des militaires alliés.

Comité général d'études ou CGE

En juin 1942, Jean Moulin avait confié à un comité d'experts la tâche de faire la synthèse des projets politiques pour l'après-guerre. Ce comité devient à l'automne 1943, après la réorganisation et la réactivation du Conseil national de la Résistance consécutive à l'arrestation de Jean Moulin, le Comité général d'études, chargé de préparer les réformes de l'État à mener après la Libération. Il est composé de six, puis neuf membres : Paul Bastid, "Primus", ancien ministre radical ; François de Menthon, "Secundus", et Pierre-Henri Teitgen, démocrates-chrétiens ; Robert Lacoste, "Tertius", socialiste ; René Courtin, "Economicus", économiste libéral ; puis l'avocat bâtonnier Charpentier, Michel Debré et Pierre Lefaucheur, industriel. Du CGE émanera le *Rapport sur la politique économique d'après-guerre*, rédigé surtout par Courtin, Teitgen et Menthon et publié clandestinement à Paris – et dont l'essentiel est validé par le général de Gaulle à Alger en novembre 1943 et par l'Assemblée consultative. Les principes de ce rapport formeront l'ossature du programme du CNR adopté le 15 mars 1944.

→ Voir **Conseil national de la Résistance**.

Comité inter-mouvements auprès des évacués → **Cimade**.

Comité local de libération → **Comité départemental de libération**.

Comité militaire national → **Francs-Tireurs et partisans français**.

Comité national des écrivains → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national**.

Comité national français ou CNF

Créé par le général de Gaulle à Londres le 24 septembre 1941, ses services d'abord militaires s'étant étoffés et complétés de directions civiles. De Gaulle a seul le pouvoir de signer des ordonnances. Le CNF est constitué de sept commissariats : économie, finances et colonies (Plevén), affaires extérieures (Diethelm, puis Massigli), intérieur, travail et information (idem, puis Philip), justice et instruction publique (Cassin), guerre (général Legentilhomme), marine (amiral Muselier), air (général Valin). Jean Moulin sera nommé commissaire également avant son 2^e départ vers la métropole en mars 1943. Le CNF devient le CNLF le 3 juin 1943.

Comités de défense et d'action paysanne ou CDAP

Structures clandestines mises en place en 1943, surtout dans la zone sud et par des communistes issus de la Confédération générale des paysans travailleurs ou CGPT dissoute en 1939, pour contrer la propagande de Vichy et de l'occupant.

Commissariat général aux questions juives → **Aryanisation.**

Commission d'action militaire → **Comité d'action militaire.**

Confédération générale de l'agriculture ou CGA

Créée clandestinement en 1943 par des militants socialistes et radicaux, notamment par François Tanguy-Prigent (élu député socialiste du Front populaire en mai 1936, alors le plus jeune député de France, il sera ministre de l'agriculture du 4 septembre 1944 au 22 octobre 1947), pour s'opposer à la Corporation paysanne vichyste. La CGA fait paraître en 1944 un journal, *La Résistance paysanne*. En mars 1945, elle deviendra un syndicat agricole, mais la nouvelle FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), créée en mars 1946, s'imposera à son détriment.

Confédération générale des paysans travailleurs → **Comités de défense et d'action paysanne.**

Confédération générale du travail ou CGT

En 1921, avait eu lieu la scission de la CGT suite au congrès de Tours, entre la CGT des confédérés et la CGTU procommuniste (Confédération générale du travail unitaire), dont le secrétaire général est Benoît Frachon depuis 1933, mais la CGT et la CGTU se sont réunifiées au congrès de Toulouse en 1936. Le pacte germano-soviétique provoque, le 25 septembre 1939, l'exclusion des militants communistes qui refusent de condamner le pacte. Le 16 août 1940, une loi de Vichy dissout les centrales ouvrières, dont la CGT, et patronales (les décrets de mise en œuvre pour les différentes organisations paraissent seulement le 9 novembre 1940). Les « accords du Perreux » du 17 avril 1943 signés par les ex-confédérés et les ex-unitaires reconstituent clandestinement la CGT, qui est représentée à la création du Conseil national de la Résistance le 27 mai suivant et participera l'hiver 1944 à la rédaction du programme du CNR. Le 18 août 1944, la CGT appelle à la grève générale pour la Libération de Paris, puis sort de la clandestinité le 26 août et publie *La Vie ouvrière* au grand jour le 8 septembre.

Confédération générale du travail unitaire → **Confédération générale du travail.**

Confédérés → **Confédération générale du travail.**

Confrérie Notre-Dame → **BCRA.**

Conseil de la Résistance → **Conseil national de la Résistance.**

Conseil national de la Résistance ou CNR

Constitué par Jean Moulin sur instruction du général de Gaulle, le CNR (appelé Conseil de la Résistance jusqu'à l'automne 1943) s'est réuni la première fois en plénière le 27 mai 1943, sous la présidence de Jean Moulin, avec des représentants des principaux mouvements de Résistance, de partis politiques et de syndicats. Sans équivalent dans les autres pays occupés par le *Reich*, il symbolise l'unification de la

Résistance intérieure en elle-même et avec la France libre, sous l'autorité du général de Gaulle, qui reçoit ainsi une légitimité nationale et républicaine précieuse auprès des Alliés, dans le contexte de ses négociations avec Giraud qui vont aboutir le 3 juin 1943 à la création du CFLN à Alger. Le 15 mars 1944, le bureau du CNR adopte son programme, *Les Jours heureux*, qui prévoit les réformes à mener après la Libération. En fait, le CNR s'effacera assez vite de la scène politique une fois le général de Gaulle et le GPRF revenus à Paris entre le 25 et le 31 août 1944, mais il aura joué un rôle clé via la mise en œuvre par le GPRF des principales mesures de son programme démocratique. De fait, c'est le 27 mai qui a été choisi par la loi du 19 juillet 2013 comme date symbolique pour célébrer la nouvelle journée nationale de la Résistance : « *Dans le cadre de cette journée anniversaire, les établissements d'enseignement du second degré sont invités à organiser des actions éducatives visant à assurer la transmission des valeurs de la Résistance et de celles portées par le programme du Conseil national de la Résistance.* »

Conventions de Genève

Traités internationaux depuis 1864 en matière de droit humanitaire, définissant des règles de protection des personnes dans les conflits armés. En particulier, la « convention de Genève » au singulier désigne souvent le texte international relatif au traitement des prisonniers de guerre, signé en juillet 1929 et qui sera révisé le 12 août 1949.

COPA → **Bureau des opérations aériennes.**

Corporation paysanne ou Corporation nationale paysanne

Organisation corporatiste créée par Vichy le 2 décembre 1940 et regroupant les structures agricoles syndicales et patronales d'avant-guerre.

Cours martiales

"Juridictions" d'État répressives et expéditives instituées hors du système judiciaire par une loi de Vichy du 20 janvier 1944 – tout individu « *en flagrant délit d'assassinat ou de meurtre, de tentative d'assassinat ou de meurtre, commis au moyen d'armes ou d'explosifs, pour favoriser une activité terroriste* », est traduit aussitôt devant une cour martiale, composée de trois "juges" anonymes nommés parmi son entourage par Joseph Darnand lui-même, secrétaire général au maintien de l'ordre depuis le 1^{er} janvier et qui a reçu le 10 janvier les pleins pouvoirs pour réprimer la Résistance. Ni instruction, ni avocats. Si « *la culpabilité est nettement établie* », le condamné est immédiatement fusillé et jeté dans une fosse commune. Pas d'acquittement possible, ni recours, ni appel, ni demande de grâce. Pas d'obsèques ni de sépulture autorisées. Environ 200 exécutions de résistants eurent ainsi lieu en six mois en 1944, pendant la radicalisation ultracollaborationniste du régime de Vichy.
→ Voir aussi **Sections spéciales.**

D

DAE → **Aryanisation.**

Dema → **Ligne de démarcation.**

Dema-Linie → **Ligne de démarcation.**

Demarkationslinie → **Ligne de démarcation.**

Deutsches Jungvolk → **Hitlerjugend.**

2^e Bureau → **BCRA.**

2^e DB → **2^e division blindée.**

2^e division blindée ou 2^e DB ou division Leclerc

Force militaire créée le 24 août 1943 par le CFLN en réunissant la 2^e division française libre (2^e DFL), des unités de l'armée d'Afrique, des volontaires étrangers (parmi lesquels 70 % de républicains espagnols), des troupes coloniales et même des femmes ambulancières (groupe Rochambeau), et placée sous le commandement du général Philippe de Hauteclocque dit « Leclerc ». Équipée, organisée et formée à l'américaine au Maroc, associant chars et infanterie, la 2^e DB s'embarque pour l'Angleterre en avril 1944, débarque à Utah Beach en Normandie le 1^{er} août 1944, dans le cadre de la 3^e armée de Patton, libère Alençon, puis Paris avec les FFI les 24-25 août, opère la jonction le 12 septembre avec la 1^{re} DFL débarquée en Provence, libère Strasbourg le 23 novembre et participe à la campagne d'Alsace. Une partie de la 2^e DB réduit la poche de Royan à la mi-avril 1945, puis la division franchit le Rhin et arrive la première à Berchtesgaden le 4 mai, deux jours après la chute de Berlin : le capitaine Laurent Touyeras au volant de sa jeep « France » pénètre le premier dans le Berghof (1 000 m), résidence fortifiée de Hitler dans l'Obersalzberg, et fixe le lendemain le drapeau tricolore sur une baie du Kehlsteinhaus, le « nid d'aigle », 800 m plus haut. Bilan des pertes au combat, d'août 1944 à mai 1945 : sur près de 15 000 hommes, 1 687 tués et 3 300 blessés, soit un tiers de pertes. La 2^e DB sera dissoute le 31 mars 1946.

DGSS → **BCRA.**

DIR

Déportés et internés résistants.

Direction de l'aryanisation économique → **Aryanisation.**

Direction des opérations spéciales → **Special Operations Executive.**

Direction générale des services spéciaux → **BCRA.**

Division Leclerc → **2^e division blindée.**

DJ → **Hitlerjugend.**

E

Éclaireurs israélites de France ou EIF

Mouvement scout juif, dissout par Vichy le 29 novembre 1941, ce que réitère Darquier de Pellepoix le 5 janvier 1943. En septembre 1942, des membres des EIF ont en effet fondé une organisation clandestine d'autodéfense, de sauvetage, de fabrication de faux papiers, la Sixième. Pendant que les plus jeunes sont cachés dans les environs de Moissac (Tarn-et-Garonne), notamment sous la responsabilité d'une

Allemande juive antinazie, Herta Cohn-Bendit (mère de Daniel, né en 1945 à Montauban), les plus âgés des EIF se regroupent en 1944 dans un maquis de la Montagne noire (Tarn) et sont attaqués par les Allemands en août. Ils participent à la libération de Castres, Mazamet, Nevers, s'intègrent à la 1^{re} armée de De Lattre et combattent jusqu'en Allemagne.

→ Voir **Armée juive**.

Effektenkammer* ou *Effektenlager

Pièce d'un camp de concentration où sont entassés, triés et récupérés les vêtements et objets confisqués aux détenus qui arrivent dans le camp.

EIF → **Éclaireurs israélites de France**.

Einsatzgruppen

Unités chargées de la mise à mort, notamment par fusillades de masse (*Massenerschiessungen*) ou camions à gaz, des Juifs et des Soviétiques à l'arrière des lignes de combat sur le front de l'Est.

Einsatzkommando* ou *EK

Kommando spécial dans un camp de concentration.

EK → ***Einsatzkommando***.

EMFFI → **Forces françaises de l'intérieur**.

EMN-FFI → **Forces françaises de l'intérieur**.

Escadron de protection → **SS**.

Essenkommando → **Kommando**.

F

FAFL → **Forces françaises libres**.

Feldgendarmerie

Police militaire allemande. Les *Feldgendarme*, gendarmes de la *Wehrmacht*, étaient surnommés les « chiens enchaînés » en raison du hausse-col métallique qu'ils portaient autour du cou. Ils traquaient les déserteurs de l'armée allemande, les résistants, les militaires alliés isolés (aviateurs, commandos...), contrôlaient les frontières, la chasse et la pêche, l'agriculture et les trafics de marchandises, gardaient les prisons contrôlées par les Allemands et procédaient aux exécutions des personnes condamnées à mort par les tribunaux militaires allemands.

FFC → **Forces françaises combattantes**.

FFI → **Forces françaises de l'intérieur**.

FFL → **Forces françaises libres**.

Fifis → **Forces françaises de l'intérieur.**

FNFL → **Forces françaises libres.**

FNU → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national.**

Forces françaises combattantes ou FFC

Au sens restreint, ensemble des agents en métropole des réseaux de la Résistance intérieure directement dirigés par les services de la France libre (qui devient la France combattante l'été 1942) – ces agents signaient un engagement les faisant bénéficier du régime militaire ; au sens large, le terme inclut aussi les Forces françaises libres et les autres réseaux de la Résistance intérieure.

Forces françaises de l'intérieur ou FFI

Créées après un premier accord le 29 décembre 1943 entre l'Armée secrète, les FTPF et le CFLN, mais il s'agit plus d'une unité départementale, régionale et nationale de commandement que d'une unification des groupes militaires eux-mêmes qui restent autonomes. En février 1944, les forces de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) sont intégrées aux FFI et, le mois suivant, se met en place en métropole un état-major national des FFI (EMN-FFI), sous le contrôle du Comac. Le Comac et l'EMN-FFI, au nom de la Résistance intérieure, entreront en conflit avec les deux instances du CFLN chargées de diriger l'action militaire de l'extérieur : un Comidac créé à Alger et l'état-major FFI (EMFFI) du général Koenig, créé fin avril 1944 à Londres et qui sera l'interlocuteur des Alliés pour les débarquements (Eisenhower reconnaît Koenig comme commandant en chef des FFI et les FFI comme une « armée régulière » fin mai 1944). En réalité, ce sont surtout les responsables locaux et régionaux des FFI qui ont commandé et unifié les opérations de terrain. Le 9 juin 1944, une ordonnance du GPRF considère les FFI comme « *parties intégrantes de l'armée française* » - la population les surnomme à la Libération les « *fifis* ». Le 28 août 1944, les organes de commandement FFI sont supprimés par de Gaulle et le 19 septembre, les FFI n'ont qu'une alternative : intégrer l'armée française, notamment la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny, pour poursuivre la guerre vers l'Est et l'Allemagne, ou retourner à la vie civile. Les FFI auraient été environ 100 000 début 1944, 200 000 au moment du Débarquement, 400 000 en septembre (près de 14 000 ont été tués au combat ou exécutés sommairement) : un tiers d'entre eux participera à l'« amalgame » en signant un engagement pour la durée de la guerre.

Forces françaises libres ou FFL

Créées par le général de Gaulle le 26 juin 1940 sous le nom d'abord de Légion française, puis fin août de FFL, pour organiser les volontaires français, civils (pêcheurs de l'île de Sein) et militaires (une minorité des rapatriés de Dunkerque et Narvik, de l'armée du Levant), qui le rejoignent ou se rallient à lui. L'emblème des FFL est la croix de Lorraine, choisie par l'amiral Muselier. Elles incluaient notamment les Forces aériennes françaises libres ou FAFL (groupes de chasse Alsace, île-de-France, Normandie ; groupes de bombardement Bretagne, Lorraine ; groupes de défense côtière et de surveillance Artois, Picardie) et les Forces navales françaises libres ou FNFL. Le 31 juillet 1943, date de la fin d'engagement possible dans les FFL alors intégrées à l'armée d'Afrique, celles-ci comptent environ 60 000 combattants, dont 7 000 FNFL et 3 500 FAFL, ainsi que 430 Françaises libres et 3 000 hommes pour la marine marchande. Les FFL se sont notamment illustrées sur les théâtres

d'opérations en Afrique : bataille de Bir-Hakeim (Libye, mai-juin 1942), campagnes victorieuses menées par le général Leclerc à Koufra (Libye, mars 1941), au Fezzan (Libye, mars 1942 et janvier 1943), en Tunisie (février-mai 1943).

France combattante

Nouveau nom donné par le Comité national à la France libre l'été 1942, pour marquer un rapprochement entre la France libre et la Résistance intérieure. C'est en effet l'« *ensemble des ressortissants français, où qu'ils soient, et des territoires français qui s'unissent pour collaborer avec les Nations unies dans la guerre contre les ennemis communs ; et symbole de la résistance à l'Axe de tous les ressortissants français qui n'acceptent pas la capitulation et qui, par les moyens à leur disposition, contribuent, où qu'ils se trouvent, à la libération de la France par la victoire commune des Nations unies* » (définition commune adoptée par le Comité national et le gouvernement britannique).

Franc-Garde → **Milice française.**

Francs-Tireurs et partisans français ou FTP(F)

À l'automne 1941, trois formations communistes relèvent de la lutte armée du PCF contre l'occupant – les quelques dizaines de combattants peu expérimentés des Bataillons de la jeunesse, surtout présents en région parisienne, liés à la Jeunesse communiste (JC) et dirigés par Albert Ouzoulias et Pierre Georges (« Fabien ») ; la Main-d'œuvre immigrée (MOI), commandée par Conrado Miret-Must ; Travail partisan (ou particulier, TP), lié à l'Organisation spéciale et dirigé par Jules Dumont. Au printemps 1942, ces trois formations se réunissent au sein des Francs-Tireurs et partisans français (les FTPF, couramment appelés les FTP), les FTP-MOI restant autonomes. À la tête des FTP se trouve un Comité militaire national (CMN), commandé par Charles Tillon, et qui met en place des comités militaires régionaux et départementaux de trois personnes (commissaire militaire, commissaire politique, commissaire chargé des effectifs), qui dirigent les équipes réduites et très mobiles menant des coups de mains armés. Après l'instauration du STO se créent les premiers maquis FTP début 1943, qui eux aussi pratiqueront l'action armée mobile par des unités réduites, en attendant l'insurrection nationale qui doit préparer et accompagner le Débarquement. Début 1944, les FTP se rapprochent de l'Armée secrète et de l'ORA pour former les FFI, tout en gardant leur autonomie : lors des combats de la Libération, bien des FTP arboreront comme brassard « FTP-FFI ».

Frauenlager → **Camp de concentration.**

Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national

Mouvement de résistance lancé par le PCF sous forme d'un manifeste daté du 27 mai 1941 : « Pour la formation d'un Front national de l'indépendance de la France ». Jusqu'à l'automne 1942, plutôt qu'une organisation, il s'agit d'un rassemblement de comités locaux, surtout urbains, prenant différents visages (sympathisants communistes, partisans du Front populaire, ententes socioprofessionnelles, anciens partis de droite...) et fixant leurs objectifs de lutte en fonction de leur région et de leur identité catégorielle. Puis deux comités directeurs se mettent en place en février-mars 1943 à Paris (président : Frédéric Joliot-Curie) et Lyon (Georges Bidault), avec des représentants de mouvements de résistance, de partis d'avant-guerre, de syndicats, de religions. Pierre Villon représente le Front national à la séance inaugurale du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943. L'été 1943 un

encadrement des comités locaux se met en place – ainsi le Front national universitaire ou FNU et le Comité national des écrivains ou CNE regroupent les comités d'intellectuels, un Front patriotique de la jeunesse et une Union des femmes françaises se mettent en place. En octobre 1943, le FN abandonne son ambition de rassembler la Résistance. Fin 1943-début 1944, il affirme son autorité sur les FTP. Grâce à Pierre Villon, il prend une part décisive à la rédaction du programme du Conseil national de la Résistance adopté le 15 mai 1944.

Il importe de ne pas confondre ce mouvement de résistance avec le parti d'extrême droite créé en 1972 sous le nom de « Front national pour l'unité française », abrégé ensuite en « Front national », par le mouvement Ordre nouveau et présidé jusqu'en 2011 par Jean-Marie Le Pen.

Front national universitaire → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national.**

Front patriotique de la jeunesse → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national et Front uni des jeunesses patriotiques.**

Front uni des jeunesses patriotiques ou FUJP

Organisation de la Résistance française créée en octobre 1943 par la fusion des Forces unies de la jeunesse (FUJ) et du Front patriotique de la jeunesse (FPJ) et dont Jean Prunteau est l'un des principaux responsables.

FTP(F) → **Francs-Tireurs et partisans français.**

FTP-FFI → **Francs-Tireurs et partisans français.**

FTP-MOI → **Francs-Tireurs et partisans français.**

FUJP → **Front uni des jeunesses patriotiques.**

G

Gallia → **BCRA.**

GAPPF → **Parti populaire français.**

Gardes civiques → **Milices patriotiques.**

Gardes françaises → **Parti populaire français.**

Gau

Subdivision territoriale du *Reich*, dirigée par un *Gauleiter*, doté de compétences administratives, militaires et judiciaires, et dépendant directement de Hitler et de la Chancellerie à Berlin – Berlin, dont le *Gauleiter* était Goebbels lui-même. Lors de leur annexion par le *Reich* en 1940, les deux départements alsaciens et la Moselle furent respectivement rattachés au *Gau Oberhein* (désormais formé du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du pays de Bade, avec Strasbourg comme capitale) et au *Gau Westmark* (la Moselle et la Sarre-Palatinat, avec Sarrebrück comme capitale).

Gauleiter → **Gau**.

Génocide

Terme juridique créé par Raphael Lemkin en 1944 et retenu par l'assemblée générale des Nations Unies le 11 décembre 1946. « *Par génocide, nous entendons la destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique.* » En allemand : *Völkermord*.

→ Voir **Holocauste, Shoah, « Solution finale »**.

Geheime Feldpolizei ou GFP

Police secrète militaire de la *Wehrmacht*. Chargée d'assurer la sécurité des forces armées, elle participait à la lutte contre la Résistance intérieure ou extérieure. Elle dépendait du *MBF* et son siège à Paris était l'hôtel Lutetia tout comme l'*Abwehr*. Après la nomination d'Oberg en mai 1942, la *GFP* est intégrée dans le *Sipo-SD* pour mieux organiser la lutte contre la Résistance.

→ Voir **Office central de la sécurité du Reich**.

Geheime Staatspolizei → **Gestapo**.

Gestapo ou Geheime Staatspolizei

Police secrète d'État, une police politique créée par Goering en 1933, puis intégrée à la *Sipo* en 1936, elle-même devenue une composante du *Sipo-SD* en 1939, dont la *Gestapo* était le département IV (*Amt IV*), dirigé à Berlin par le général SS Heinrich Müller, dont Eichmann était le subordonné chargé de la mise en œuvre de la « solution finale ». En Allemagne comme dans les pays occupés, la *Gestapo* a été l'instrument principal de la répression des opposants politiques et des résistants et de la persécution des Juifs.

→ Voir **Office central de la sécurité du Reich**.

GFP → **Geheime Feldpolizei**.

GMR → **Groupes mobiles de réserve**.

Gouvernement militaire allié des territoires occupés → **AMGOT**.

Gouvernement provisoire de la République française ou GPRF

Créé à Alger par de Gaulle le 3 juin 1944 par transformation du CFLN (dont les commissaires s'appellent désormais ministres), pour mieux affirmer face aux Alliés sa volonté d'incarner la souveraineté nationale, de préparer la Libération et la mise en place des nouveaux pouvoirs civils remplaçant les autorités de Vichy, et d'éviter l'administration de la France par les armées alliées. Cette dénomination vaudra jusqu'à l'entrée en vigueur de la Quatrième République, avec à sa tête successivement de Gaulle (jusqu'au 20 janvier 1946), Félix Gouin (janvier à juin 1946), Georges Bidault (juin à décembre 1946) et Léon Blum (décembre 1946-janvier 1947).

→ Voir aussi **AMGOT**.

GPRF → **Gouvernement provisoire de la République française**.

Groupes d'action du PPF → **Parti populaire français**.

Groupes d'action pour la justice sociale → **Parti populaire français**.

Groupes mobiles de réserve ou GMR

Force paramilitaire créée en zone non occupée au sein de la police nationale en 1941, pour maintenir l'ordre dans les villes. Mais, ses membres n'étant pas issus des populations locales au contraire des gendarmes, les GMR participèrent activement à partir de l'automne 1943 à la répression contre la Résistance, et notamment contre les maquis.

Gummi

Matraque en caoutchouc servant à battre les détenus dans un camp de concentration.

→ Voir **Schlagues**.

H

Häftling(e)

Détenu(s).

Heer → **Wehrmacht**.

Hitlerjugend ou HJ ou Jeunesse(s) hitlérienne(s)

Organisation paramilitaire nazie pour la jeunesse, créée en juillet 1926, destinée principalement aux garçons âgés de 14 à 18 ans. Elle devint en décembre 1936 la seule organisation de jeunesse légale en Allemagne et fut dès lors obligatoire. Trois branches étaient associées à la *HJ* : les garçons de 10 à 13 ans étaient incorporés dans le *Deutsches Jungvolk* ou *DJ*, les filles de 10 à 13 ans dans le *Jungmädelbund* ou *JM* et celles de 14 à 18 ans dans le *Bund Deutscher Mädel* ou *BDM*. La *HJ* se transforme en 1943 en réserve militaire pour l'armée allemande – en 1945, les garçons seront enrôlés dès l'âge de 12 ans dans le *Volkssturm*.

→ Voir **Volkssturm**.

HJ → **Hitlerjugend**.

Höherer der SS und Polizeiführer → **Office central de la sécurité du Reich**.

Holocauste

Sacrifice religieux par le feu. Depuis la série télévisée américaine *Holocaust* (1978), le terme est utilisé aux États-Unis pour désigner la destruction des Juifs d'Europe par les nazis. Mais dans la tradition religieuse juive, il s'agit d'un sacrifice animal pour plaire à Dieu, et en français on utilise plutôt *Shoah* depuis 1985.

→ Voir aussi **Génocide**, **Shoah**, « **Solution finale** ».

HSS-PF → **Office central de la sécurité du Reich**.

I

Infanterie Regiment 638 → **Légion des volontaires français contre le bolchevisme**.

Intelligence Service → **MI6**.

Invalidentransport → **NS-Tarnsprache**.

IS → MI6.

J

JC → **Francs-Tireurs et partisans français.**

Jedburghs ou Jed's

Équipes d'en général trois personnes en uniforme, dont un opérateur radio, envoyées du Royaume-Uni ou d'Afrique du Nord dans les pays occupés pour aider la Résistance ou en mission dans le III^e Reich. Ces équipes étaient composées de membres du SOE britannique, de l'OSS américain et de volontaires originaires des territoires où avaient lieu les missions. C'est ainsi qu'entre juin et septembre 1944, 94 équipes sont parachutées sur la France et les Pays-Bas – dont 114 Français.

Jeunesse communiste → **Francs-Tireurs et partisans français.**

Jeunesse(s) hitlérienne(s) → ***Hitlerjugend.***

Jeunesses nationales populaires → **Rassemblement national populaire.**

Jeunesses populaires françaises → **Parti populaire français.**

JM → ***Hitlerjugend.***

JNP → **Rassemblement national populaire.**

Judenlager → **Camp de concentration.**

Jungmädelsbund → ***Hitlerjugend.***

K

K → **Krematorium.**

Kapo

Détenu responsable d'un Kommando de travail, le plus souvent un droit commun (Berufsverbrecher) à triangle vert ou parfois un politique à triangle rouge, rarement un Juif à triangle jaune, ayant droit de vie et de mort sur les détenus et bénéficiant de privilèges.

KB → **Revier.**

KdS → **Office central de la sécurité du Reich.**

KG → **Kriegsgefangene.**

KL → **Camp de concentration.**

Kommando

Groupe de détenus affectés à un même travail – ainsi le Essenkommando

(nourriture), le Scheißkommando (nettoyage des latrines), le Leichenträgerkommando (ramassage des cadavres). Un Strafkommando est un Kommando disciplinaire dont il est difficile de réchapper. Le Sonderkommando ou SK désigne les déportés chargés d'enlever les corps des chambres à gaz et de les incinérer dans les fours crématoires – ils ont eux-mêmes régulièrement supprimés. Quand il s'agit de détenus détachés quotidiennement à l'extérieur d'un camp, on parle d'Außenkommando. Un déporté non affecté à un Kommando est un Verfügbar, un homme disponible.
→ Voir aussi **Einsatzkommando**.

Kommandos der Sipo und des SD → **Office central de la sécurité du Reich**.

Konzentrationslager → **Camp de concentration**.

Krankenbau → **Revier**.

Krematorium ou K

Four crématoire. Au début, les cadavres des déportés étaient enfouis dans des fosses communes. Devant le nombre croissant de morts, par exécution ou non, des fours crématoires ont été construits pour brûler les cadavres dans les grands camps (Dachau, Mauthausen, Bergen-Belsen, Buchenwald, Neuengamme, Flossenbürg, Ravensbrück...), pas seulement dans les camps d'extermination comme Auschwitz-Birkenau. À Auschwitz-I et Birkenau, un « four crématoire » était un complexe de salles correspondant à toutes les étapes du processus d'extermination : salle de déshabillage, chambre à gaz, salle des fours.

Kriegsgefangene ou KG

Prisonnier de guerre en allemand.

Kriegsmarine → **Wehrmacht**.

Kriminalpolizei → **Office central de la sécurité du Reich**.

Kripo → **Office central de la sécurité du Reich**.

Kugel-Erlass ou Aktion Kugel ou Aktion K

Décret allemand secret du 2 mars 1944, stipulant, en contradiction avec la Convention de Genève, que les prisonniers de guerre évadés et repris, en particulier les officiers et sous-officiers, devaient être remis au SD et pendus au camp de concentration de Mauthausen. Entre 1 500 et 5 000 militaires alliés auraient ainsi été exécutés – en grande majorité des Soviétiques.

KZ → **Camp de concentration**.

L

Lagerältester

Détenu doyen dans un camp, responsable de la gestion interne (fém. : Lagerälteste).

Légion des volontaires français contre le bolchevisme ou LVF ou Infanterie Regiment 638

Créée en France en juillet 1941 (après l'invasion de l'URSS par l'armée allemande) par les partis collaborationnistes, notamment par Déat et Doriot, et dotée d'un journal : *Le combattant européen*. Quelques milliers d'hommes sans expérience s'engagent pour combattre sur le front de l'Est sous uniforme allemand – ils forment le 638^e régiment d'infanterie de la *Wehrmacht*. Au bout d'une semaine de combats près de Moscou, début décembre 1941, seuls quelques rescapés en reviennent. La LVF est reformée en 1942 mais ne combat plus à l'Est que les partisans soviétiques et seconde les représailles contre les civils. Fin 1943, les membres de la LVF prêtent serment à Hitler, tandis que Doriot, qui s'est engagé et a combattu plusieurs mois sur le front, reçoit la Croix de fer. En septembre 1944, la LVF est dissoute et intégrée à la 33^e division SS Charlemagne.

Légion française → **Forces françaises libres.**

Leichtenträgerkommando → **Kommando.**

Ligne → **Ligne de démarcation.**

Ligne de démarcation ou Ligne ou Ligne verte ou Demarkationslinie ou Dema-Linie ou Dema

« Frontière » entre la zone occupée et la zone non occupée. La convention d'armistice du 22 juin 1940 stipulait que, « *pour assurer les intérêts du Reich allemand, le territoire français situé au nord et à l'ouest de la ligne tracée sur la carte ci-annexée sera occupé par les troupes allemandes* ». La ligne de démarcation était représentée par un trait vert – aussi était-elle aussi appelée la « *ligne verte* ». Sur près de 1 200 km, elle allait de la frontière suisse à la frontière espagnole, via Dole, Chalon-sur-Saône, Digoin, Paray-le-Monial, Moulins, Vierzon, Angoulême, Langon, Mont-de-Marsan, Saint-Jean-Pied-de-Port, en traversant treize départements : Ain, Jura, Saône-et-Loire, Allier, Loir-et-Cher, Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Charente, Dordogne, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées. Pour pouvoir franchir la ligne, il fallait obtenir un *Ausweis* (laissez-passer) auprès de l'occupant. Après l'invasion de la zone sud par les Allemands et les Italiens en novembre 1943, la ligne fut supprimée en mars 1943, mais des points de contrôle furent maintenus.

→ Voir **Zone non occupée** et **Zone occupée.**

Ligne Siegfried → **Organisation Todt.**

Ligne verte → **Ligne de démarcation.**

Luftwaffe → **Wehrmacht.**

LVF → **Légion des volontaires français contre le bolchevisme.**

M

Main-d'œuvre immigrée → **Francs-Tireurs et partisans français.**

Maquis, maquisards

Une loi de Vichy du 4 septembre 1942 met en place la conscription obligatoire de plusieurs catégories de travailleurs français (dont les ouvriers) pour contribuer à l'effort de guerre allemand, puis celle du 16 février 1943 instaure le Service du travail

obligatoire ou STO, concernant des classes d'âge entières – d'abord les jeunes gens nés entre 1920 et 1922. Des réfractaires se dérobaient à cette obligation de partir en Allemagne en gagnant des zones difficilement accessibles (montagnes, bois, garrigues...) et « prenant le maquis », expression alors forgée à partir du mot désignant la végétation des collines méditerranéennes, notamment en Corse. D'abord hésitante, la Résistance encadre et intègre de l'hiver 1942-1943 à l'automne 1943, dans des groupes aidés par la population rurale, les 10 à 20 % des réfractaires qui veulent combattre l'occupant et sont donc appelés les « maquisards ». Les mouvements de résistance voient alors leurs effectifs gonfler très vite, ce qui leur pose des problèmes accrus de stratégie (entre l'action militaire immédiate type guérilla et la préparation du Débarquement ; entre les petits groupes mobiles et les gros maquis s'apparentant à des forteresses statiques, tel le Vercors), d'organisation, de moyens, de logistique (encadrement, discipline, financement, ravitaillement, armement). Se constituent alors, tandis que le Débarquement est attendu pour cet automne 1943, les grands maquis des massifs montagneux de la zone sud, qui commencent à pratiquer des sabotages ferroviaires et à attaquer les collaborateurs. La répression par Vichy et les Allemands, l'arrivée de l'hiver provoquent un repli des maquis de novembre 1943 à mars 1944. Dès le printemps 1944, les maquis se développent à nouveau, puis le Débarquement du 6 juin 1944 suscite un afflux de volontaires à former – au moment même où les maquis doivent fixer les renforts allemands, faire face aux représailles et exactions des miliciens sur la population civile. Mais les maquis, par leur identité rurale, remplaçaient symboliquement l'idéologie de Vichy prétendant incarner les valeurs de la Terre et de la France profonde et, en occupant des fragments du territoire français, ils inversaient l'Occupation allemande et faisaient vivre l'idée même de Libération avant l'arrivée des troupes alliées.

Marches de la mort ou *Todesmärsche*

Évacuations forcées de camps de concentration, camps annexes ou *Kommandos* de travail, de l'été 1944 au printemps 1945, en raison de l'avance des armées alliées en Pologne, en Alsace ou en Allemagne même. Tout déporté jugé *marschunfähig*, inapte à la marche, était liquidé au cours de ces évacuations, qui furent donc la cause d'une forte mortalité. Objectif principal de ces marches à pied et/ou en trains découverts : effacer les traces des crimes de guerre et contre l'humanité – « *Aucun détenu ne doit tomber vivant dans les mains de l'ennemi* » (Himmler, 18 avril 1945).

Marschunfähig → **Marches de la mort.**

MBB → ***Militärbefehlshaber in Frankreich.***

MBF → ***Militärbefehlshaber in Frankreich.***

Milice française ou Milice

Organisation politique collaborationniste de type fasciste, créée par Vichy début 1943, vite devenue une police politique et une force de maintien de l'ordre et de répression, traquant résistants, maquisards, réfractaires au STO, Juifs... Derrière son responsable officiel, Pierre Laval, c'est son secrétaire général, Joseph Darnand, qui en était le vrai chef. La Milice a compté environ entre 15 000 et 30 000 militants. En juin 1943, fut créée au sein de la Milice la « Franc-Garde », unité paramilitaire de 3 à 4 000 hommes au plus, en uniforme inspiré de la tenue des chasseurs alpins et progressivement armée, jusqu'à participer aux côtés des Allemands à l'assaut du maquis des Glières en mars 1944 et à combattre violemment les forces de la

Résistance au printemps et à l'été 1944.

→ Voir aussi **Bezen Perrot**.

Milices patriotiques ou MP

Mot d'ordre lancé par le PCF en septembre 1943, dans la perspective d'une insurrection de masse en vue de la Libération (cf. la tradition révolutionnaire du peuple en armes), et repris dans le programme du CNR en mars 1944 pour assurer l'ordre public sous les ordres des comités locaux de libération et protéger la population civile contre la répression allemande. En fait, ces milices demeureront relativement peu nombreuses et inégalement implantées sur le territoire. Après la Libération, souvent dénommées gardes civiques, elles seront dissoutes le 28 octobre 1944 par le GPRF, ce qu'avalisera Maurice Thorez le 21 janvier 1945, se déclarant favorable à la fin des « *groupes armés irréguliers* ».

Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich → **Militärbefehlshaber in Frankreich**.

Militärbefehlshaber in Frankreich ou MBF

Commandement militaire pour la zone occupée, installé à l'hôtel Majestic à Paris et responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité, disposant de la *Feldgendarmarie* et de la *Geheime Feldpolizei*. Après l'arrivée d'Oberg à Paris comme chef suprême des SS et de la police, en mai 1942, le MBF transfère au *Sipo-SD* ses pouvoirs de police, mais continue à contrôler la vie publique et l'administration françaises et à mener des opérations militaro-policières contre la Résistance. À noter que le Nord-Pas-de-Calais, zone rattachée militairement à la Belgique, dépendait du *MBB* (*Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich*, commandement militaire pour la Belgique et le nord de la France), installé à Bruxelles, mais qui avait créé à Lille pour les deux départements français un commandement militaire territorial spécifique, l'*OFK 670* (*Oberfeldkommandantur 670*).

→ Voir **Feldgendarmarie**, **Geheime Feldpolizei**, **Office central de la sécurité du Reich**.

MI5 → **MI6**.

MI6 ou Military Intelligence 6

Service de renseignements extérieurs du Royaume-Uni, auparavant appelé (*Secret Intelligence Service* ou (*S*)/*IS*), alors que le *MI5* travaille à l'intérieur des frontières du Royaume-Uni. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il ne joua pas un rôle de premier plan, à l'inverse du *SOE* créé spécialement par Churchill pour les territoires occupés par les forces de l'Axe.

Mittwerda → **NS-Tarnsprache**.

MJS → **Mouvement de jeunesse sioniste**.

MLN → **Mouvement de libération nationale**.

MOI → **Francs-Tireurs et partisans français**.

Mouvement de jeunesse sioniste ou MJS

Organisation clandestine créée en mai 1942, refusant les positions de l'UGIF, participant au sauvetage des juifs avec l'Armée juive, les EIF et l'OSE et combattant les nazis au sein de la Résistance ou des armées alliées.

Mouvement de libération nationale ou MLN

D'abord mouvement créé par Henri Frenay et Bertie Albrecht en juillet 1940, et qui devient Combat en novembre 1941 ; puis, en janvier 1944, réunion des Mouvements unis de Résistance, de Défense de la France, de Résistance, de Lorraine et de Voix du Nord.

Mouvements et réseaux de résistance

Dès 1940 naissent les premiers groupes de résistance, embryons qui réunissent ceux qui individuellement refusent l'occupation allemande, se défient de Vichy et veulent (ré)agir, alors que les cadres et organisations de la société française se sont défaits en mai-juin 1940 : Défense de la France, groupe du musée de l'Homme, Libération-Nord... Ces groupes s'adressent à l'opinion publique par le moyen de tracts, de papillons, d'inscriptions sur les murs, de feuilles clandestines.

Seuls quelques groupes réussissent à durer (le groupe du musée de l'Homme est démantelé début 1941) et à devenir des mouvements plus vastes, aux contours flous. Les actions dans la zone nord occupée (mises en œuvre par les mouvements Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération, Libération-Nord...) sont plus pratiques (faux papiers, filières d'évasion de prisonniers ou d'aviateurs britanniques tombés sur le sol français), sans exclure des journaux clandestins (Défense de la France), dans la zone sud elles sont plus politiques et centrées sur la propagande et la diffusion de journaux (Combat, Franc-Tireur, Libération-sud y sont les trois principaux mouvements).

Les réseaux de résistance sont plus concentrés, strictement hiérarchisés, et sont souvent créés par les services secrets britanniques (ainsi les réseaux Buckmaster), américains ou de la France libre.

→ Voir **Special Operations Executive**.

Mouvements unis de Résistance ou MUR

Fusion le 26 janvier 1943, à l'instigation de Jean Moulin, des principaux mouvements de résistance non communiste de la zone sud, Combat (Henri Frenay), Franc-Tireur (Jean-Pierre Levy) et Libération-sud (Emmanuel d'Astier de la Vigerie), dont les journaux clandestins demeurent autonomes.

→ Voir **Armée secrète et Bureau d'information et de presse**.

MP → **Milices patriotiques**.

MUR → **Mouvements unis de Résistance**.

Mur de l'Atlantique → **Organisation Todt**.

Muselmann → **Musulman**.

Musulman ou Muselmann

Déporté à bout de forces, épuisé par le travail et les appels, qui n'a plus aucune réserve de graisse ou de muscles ni ressort vital.

N

Nacht und Nebel → **Nuit et Brouillard**.

NAP → **Noyautage des administrations publiques**.

Nationalsozialistische → **Nazi**.

Nazi

Abréviation de l'adjectif *nationalsozialistische* (national-socialiste), qui figure dans le nom du parti créé en 1920 par Hitler, le *NSDAP* (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*, traduit de différentes manières : Parti national-socialiste des travailleurs allemands, Parti ouvrier allemand national-socialiste...), seul parti légal dans le *Reich* de juillet 1933 à mai 1945.

NN → **Nuit et Brouillard**.

Nordost Linie → **Zone interdite**.

Noyautage administratif et professionnel → **Noyautage des administrations publiques**.

Noyautage des administrations publiques ou NAP

Sur une idée d'André Plaisantin, responsable du mouvement résistant Combat à Lyon, se met en place au printemps 1942 le Noyautage administratif et professionnel ou NAP, regroupant les cellules de Combat dans les administrations et les professions lyonnaises. Claude Bourdet l'élargit l'été 1942 aux services publics (services préfectoraux, police, électricité, PTT, SNCF) et à toute la région, sous le nom désormais de Noyautage des administrations publiques, puis proposa à Jean Moulin d'étendre à toute la France et à tous les mouvements de résistance cette source précieuse d'informations, ce que mettront en œuvre Jean de Vogüé, Claude Bourdet et Marcel Peck (des déclinaisons se créent : NAP-Police, NAP-Fer créé par René Hardy, NAP-PTT, NAP-Préfectures...), cependant que Libération-Sud crée le Super-NAP pour noyauter les ministères du gouvernement de Vichy, sous la direction de Maurice Nègre et Bernard de Chalvron. NAP et Super-NAP fusionnent en 1944, mais NAP-Fer devenu Résistance-Fer reste autonome, ainsi que NAP-PTT devenu Transmission.

→ Voir aussi **Comité central des mouvements de Résistance**.

NSDAP → **Nazi**.

NS-Tarnsprache

Langage nazi codé pour camoufler les opérations d'extermination de masse. Ainsi « *Invalidentransport* » (transport d'invalides) indiquait en réalité un convoi à exterminer ; « *Mittwerda* » désignait le gaz pour les chambres à gaz ; « *Endlösung* » (« solution finale ») signifiait la destruction de tous les Juifs d'Europe (aussi l'expression « solution finale » est-elle désormais employée en français entre guillemets, en référence à cet euphémisme codifié) ; « *Sonderbehandlung* » ou « *SB* » (traitement spécial), une mise à mort...

Nuit des longs couteaux → **SA**.

Nuit et Brouillard ou *Nacht und Nebel* ou NN

Nom de code des « directives sur la poursuite pour infractions contre le *Reich* ou contre les forces d'occupation dans les territoires occupés » (« *Richtlinien für die Verfolgung von Straftaten gegen das Reich oder die Besatzungsmacht in den besetzten Gebieten* »), en application de trois décrets de décembre 1941 et d'une ordonnance

du 16 avril 1942 signés par le maréchal Keitel et ordonnant la déportation en secret et la disparition en Allemagne sans laisser de trace (condamnations à mort, internement en camp de concentration) de toutes les personnes représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande », de tous les ennemis ou opposants du Reich. Seule l'ordonnance du 16 avril 1942 mentionne l'expression « *Nacht und Nebel* ».



Oberfeldkommandantur 670 → **Militärbefehlshaber in Frankreich.**

Oberkommando der Luftwaffe → **Oberkommando der Wehrmacht.**

Oberkommando der Marine → **Oberkommando der Wehrmacht.**

Oberkommando der Wehrmacht ou OKW

Haut commandement des forces armées allemandes, créé en 1938 et dirigé par le maréchal Keitel, avec le général Jodl comme chef d'état-major. L'OKW s'ajoutait aux trois autres-majors distincts, l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) pour l'armée de terre, l'*Oberkommando der Luftwaffe* (OKL) pour les forces aériennes, l'*Oberkommando der Marine* (OKM) pour la marine, sur lesquels l'OKW avait théoriquement autorité, lui qui obéissait directement à Hitler. Peu à peu, au lieu de s'en tenir à un rôle stratégique, l'OKW exerça le commandement opérationnel de tous les fronts, sauf le front de l'Est resté sous la responsabilité de l'*Oberkommando des Heeres*.

Oberkommando des Heeres → **Oberkommando der Wehrmacht.**

Oberscharführer

Adjudant.

OCM → **Organisation civile et militaire.**

Œuvre de secours aux enfants ou OSE

Association créée en Russie en 1912, puis en France en 1923. Pendant l'Occupation, l'OSE poursuivit ses actions médico-sociales auprès des familles juives, mais aussi participait au sauvetage des enfants juifs avec l'aide d'institutions charitables catholiques, protestantes et laïques. À la Libération, les survivants de l'OSE s'occupèrent des enfants cachés orphelins et des enfants rescapés des camps de concentration.

→ Voir aussi **Comité de la rue Amelot.**

Office central de gestion économique et d'administration de la SS ou SS-Wirtschaftsverwaltungshauptamt ou SS-WVHA

Créé en 1942 et situé à Oranienburg, il exploite notamment les objets de valeur des déportés, envoyés à la *Reichsbank* à Berlin pour accroître les finances de la SS.

Office central de la sécurité du Reich ou Reichssicherheitshauptamt ou RHSA, encore appelé Sipo-SD

Police de sûreté et du service de sécurité, créée en septembre 1939 par le *Reichsführer-SS* Himmler en fusionnant la *Sipo* (*Sicherheitspolizei*, la police de la

sûreté, qui regroupe depuis 1936 la *Gestapo* ou *Geheime Staatspolizei*, la police politique, et la *Kripo* ou *Kriminalpolizei*, la police criminelle) et le *SD* (*Sicherheitsdienst*, service de sécurité de la SS), afin de lutter contre les « ennemis du Reich » et les « indésirables », c'est-à-dire les opposants politiques, les résistants, les Juifs... Le *RHSA* est notamment chargé en 1941-1942 d'organiser la déportation et l'extermination des Juifs d'Europe. Il est dirigé par Reinhard Heydrich jusqu'à son exécution par la résistance tchèque le 4 juin 1942, puis par Kaltenbrunner, mais toujours sous le contrôle étroit de Himmler. En France, les services du *RSHA* (72 avenue Foch à Paris) sont dirigés, dès 1940 pour Paris, puis à partir de 1942 pour la France occupée et la Belgique, par le colonel SS Helmut Knochen, *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes (BdS)*, chef de la police de sûreté et du service de sécurité, placé sous les ordres du général SS Carl Oberg [*Höherer der SS und Polizeiführer (HSSPF)*], chef suprême des SS et de la police dans le ressort du Commandement militaire en France, nommé à Paris en mai 1942 et installé au 57 boulevard Lannes, et lui-même sous les ordres directs de Himmler] ; Knochen a sept adjoints qui se répartissent ainsi : *Amt I* – Administration, *Amt II* – Liaison avec la police française, *Amt III* – Propagande, *Amt IV* – (*Gestapo* proprement dite) Répression des adversaires politiques, Juifs, communistes, résistants..., *Amt V* – Police criminelle (*Kripo*), *Amt VI* – Espionnage et contre-espionnage, *Amt VII* – Problèmes idéologiques et archives. En province, le *BdS* était représenté par des *KdS* (*Kommandos der Sipo und des SD*). Le *Sipo-SD* obtient en juin 1942 toutes les missions de police allemande, de répression politique et de persécution raciale pour la France occupée.

Office français d'information → **Bureau d'information et de presse.**

Office of Strategic Services ou OSS ou Bureau des services stratégiques

Agence de renseignement et d'actions clandestines du gouvernement américain, créée en 1942 après l'entrée en guerre des États-Unis. Installé à Berne en Suisse, Allen Dulles était le chef de l'OSS pour l'Europe. L'OSS sera remplacé en 1946 par la CIA.
→ Voir aussi **Jedburghs** ou **Jed's**.

OFI → **Bureau d'information et de presse.**

OFK 670 → **Militärbefehlshaber in Frankreich.**

Oflag

Camp de prisonniers de guerre en Allemagne pour les officiers alliés.

OJC → **Armée juive.**

OKH → **Oberkommando der Wehrmacht.**

OKL → **Oberkommando der Wehrmacht.**

OKM → **Oberkommando der Wehrmacht.**

OKW → **Oberkommando der Wehrmacht.**

OMA → **Organisation de résistance de l'armée.**

Opération Reinhardt

Nom de code des meurtres de masse des Juifs dans les camps d'extermination de Belzec, Sobibor et Treblinka de 1941 à 1943.

ORA → **Organisation de résistance de l'armée.**

Ordnungspolizei ou Orpo

Police de maintien de l'ordre, sous les ordres de Carl Oberg en plus du *Sipo-SD*.

Organisation civile et militaire ou OCM

Mouvement de résistance de la zone nord, né en décembre 1940 à Paris, qui recrute surtout dans la bourgeoisie et élabore des projets de réformes pour la Libération. Au sein de l'OCM sera créé notamment le réseau de renseignements Centurie.

Organisation de résistance de l'armée ou ORA

Créée fin janvier 1943 par le général Frère sur instruction du général Giraud et d'abord dénommée Organisation métropolitaine de l'armée ou OMA, pour regrouper des militaires français apolitiques, issus notamment de l'armée d'armistice de Vichy, voulant résister à l'occupant en dehors de la France libre et du général de Gaulle et se préparer pour le jour J (sans passer à l'action immédiate), avec l'aide matérielle du SOE britannique. L'ORA est dirigée après l'arrestation de Frère par le général Verneau, puis par le général Revers, en restant proche de Giraud. Son extension dans les deux zones nord et sud et sa reconnaissance du CFLN permettent à l'ORA en février 1944 de s'intégrer aux FFI avec l'Armée secrète et les FTP.

Organisation juive de combat → **Armée juive.**

Organisation métropolitaine de l'armée → **Organisation de résistance de l'armée.**

Organisation spéciale → **Parti communiste français, Francs-Tireurs et partisans français.**

Organisation Todt ou OT

D'abord chargé de 1933 à 1938 de la construction du réseau d'autoroutes allemandes, Fritz Todt dirigea de 1938 à sa mort début 1942 l'OT, qui réunit des services administratifs et des sociétés privées et fut chargé de construire de nombreux projets de génie civil et surtout militaire : ainsi la ligne Siegfried en face de la ligne Maginot, le quartier général de Hitler en Prusse-Orientale (*Die Wolfsschanze* ou La Tanière du loup), le Mur de l'Atlantique dans les pays occupés (ensemble de fortifications en béton de la Norvège à la France), plates-formes de lancement des missiles V1 et V2... Après la mort de Todt, l'OT fut intégrée au ministère de l'armement et des productions de guerre d'Albert Speer.

Organizzazione di vigilanza e repressione dell'antifascismo ou OVRA, Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme

Police politique fasciste italienne qui agit en Corse et dans la zone d'occupation italienne du sud-est de la France, pour réprimer antifascistes italiens et résistants

Orpo → **Ordnungspolizei.**

OS → **Parti communiste français, Francs-Tireurs et partisans français.**

OSE → **Œuvre de secours aux enfants.**

OSS → **Office of Strategic Services.**

OT → **Organisation Todt.**

OVRA → **Organizzazione di vigilanza e repressione dell'antifascismo.**

P

Panzergranadier Division Feldherrnhalle → **SA.**

Parti communiste français ou PCF

Après le pacte germano-soviétique de septembre 1939, le PCF sur instructions de Moscou dénonce la guerre comme un conflit impérialiste qui ne concerne pas la classe ouvrière, tandis que le gouvernement Daladier interdit le 26 septembre le PCF, ses publications et organisations, qui deviennent clandestins, et arrête des responsables du parti. Au début de l'Occupation, des dirigeants du PCF tentent même de négocier avec les Allemands la réparation légale de L'Humanité – en vain, l'occupant réprime même les activités du PCF dès l'automne 1940 et L'Humanité paraît clandestinement jusqu'à la Libération. Peu à peu, des militants entrent en résistance, notamment dans le cadre de l'Organisation spéciale ou OS (octobre 1940 au printemps 1942), mais c'est après l'attaque de l'URSS par l'armée allemande, le 22 juin 1941, que l'ensemble du PCF bascule dans l'opposition frontale à l'occupant dans le cadre d'une guerre patriotique, et non plus impérialiste. À la fin de l'été 1941, le PCF commence à organiser des attentats et à mener une lutte armée contre les Allemands – il devient la cible de la répression allemande et vichyste. Depuis le printemps 1941, le PCF crée des organisations relais (le Front national ou FN, les FTP...) et se rapproche des mouvements de résistance comme de la France libre, est représenté à la première réunion du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943, puis au CFLN à Alger au printemps 1944 par deux commissaires (Fernand Grenier et François Billoux), et prendra toute sa part aux actions et aux combats pour la libération du territoire. Après la Libération, le général de Gaulle intègre des ministres communistes dans le GPRF : Charles Tillon (air) et François Billoux (santé publique) en septembre 1944 ; Charles Tillon (armement), Maurice Thorez (ministre d'État), Ambroise Croizat (travail), Marcel Paul (production industrielle) et François Billoux (économie nationale) en novembre 1945.

→ Voir **Francs-Tireurs et partisans français, Front national de lutte pour l'indépendance de la France, Milices patriotiques.**

Parti national-socialiste des travailleurs allemands → **Nazi.**

Parti populaire français ou PPF

Créé en juin 1936 (avec d'anciens communistes et socialistes d'extrême gauche, surtout en région parisienne et à Marseille, puis, de plus en plus, des partisans des ligues nationalistes antiparlementaires d'extrême droite, surtout en province) et dirigé par Jacques Doriot, le PPF fut en France jusqu'à la guerre le principal parti politique fasciste, puis pronazi. En furent notamment membres : Pierre Pucheu, Joseph Darnand, Alexis Carrel, Abel Bonnard, Pierre Drieu la Rochelle, Ramón Fernandez, Bertrand de Jouvenel, Alfred Fabre-Luce, Maurice Duverger... Parmi ses soutiens financiers, une partie du patronat et de grandes banques, y compris juives

et protestantes – jusqu'au tournant ouvertement antisémite du PPF en 1938. En 1941, le PPF est recréé et devient l'un des deux principaux collaborationnistes, rival du Rassemblement national populaire ou RNP de Marcel Déat. Doriot s'engage dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), combat donc sous l'uniforme allemand sur le front russe, est décoré de la Croix de fer. En 1942, le PPF crée les Jeunesses populaires françaises. Les tentatives du PPF de se militariser pour protéger ses membres et leurs familles contre les attentats de la Résistance (1943 : Gardes françaises ; 1944 : Groupes d'action pour la justice sociale ou Groupes d'action du PPF ou GAPPF) sont des échecs, l'ambassadeur allemand Otto Abetz soutenant plutôt le RNP de Déat. Il est à noter que le secrétaire général du PPF de 1941 à 1944, Victor Barthélémy, qui participa aussi à la création de la LVF, a cofondé en 1972 le Front national de Jean-Marie Le Pen et est resté secrétaire administratif du FN jusqu'en 1978.

Patriotes

Terme revendiqué par les résistants pendant l'Occupation. Tous les résistants, quelles que soient leur appartenance politique ou religieuse, avaient pour point commun un attachement viscéral, charnel, affectif, vécu comme une évidence, au sol de la Patrie et la volonté de le libérer de l'occupation allemande (cf. par exemple, « Les vrais terroristes », un texte du Front national, évoque les « Patriotes luttant héroïquement sur notre sol contre l'envahisseur »).

→ Voir **Terroristes**.

PCF → **Parti communiste français**.

Phalanx → **BCRA**.

Pharrajimos ou por(r)ajmos ou samudaripen

Noms donnés en romani aux persécutions des Tsiganes par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Phratricie → **BCRA**.

Por(r)ajmos → **Pharrajimos**.

Posten ou Wachposten

Gardes SS des camps de concentration, armés notamment de mitraillettes.

POWs ou Prisoners of War

Prisonniers de guerre en anglais.

→ Voir **Conventions de Genève, Kriegsgefangene, Kugel-Erlass**.

PPF → **Parti populaire français**.

Prominenter

Détenu privilégié d'un camp de concentration, faisant partie des personnalités du camp (doyens, chefs de Block, chefs de chambrée, Vorarbeiter ou chefs d'équipe de travail, Kapos).

R

RAF → **Royal Air Force.**

Rassemblement national populaire ou RNP

Parti collaborationniste fondé par Marcel Déat début 1941 et principal rival du Parti populaire français de Jacques Doriot. Le RNP, regroupant notamment des pacifistes venus de la SFIO, avait un ancrage plus européen et un discours plus républicain que le PPF. Les Jeunesses nationales populaires sont l'organisation de jeunesse du RNP. Déat est nommé en mars 1944 ministre du travail et de la solidarité nationale du gouvernement de Vichy, puis, au contraire des autres dirigeants du RNP, il s'enfuit en août 1944 en Allemagne comme Doriot et une partie du PPF.

Réfractaire → **Service du travail obligatoire.**

Reich ou III^e Reich

Nom de l'État allemand nazi de 1933 à 1945, dirigé par Adolf Hitler, et qui devait durer mille ans selon la propagande nazie, mais ne dura que douze ans.

Reichsführer-SS → **SS.**

Reichssicherheitshauptamt → **Office central de la sécurité du Reich.**

Reichswehr → **Wehrmacht.**

Reinhardt → **Opération Reinhardt.**

Relève → **Service du travail obligatoire.**

Réseaux Buck ou réseaux Buckmaster → **Special Operations Executive.**

Réseaux de résistance → **Mouvements et réseaux de résistance.**

Résistance-Fer → **Noyautage des administrations publiques.**

Revier ou, en langage officiel, Krankenbau ou KB

Infirmerie d'un camp de concentration.

RHSA → **Office central de la sécurité du Reich.**

RIF

Résistance intérieure française. Se différencie de la France libre, sous l'autorité du général de Gaulle et agissant depuis Londres.

→ Voir **France combattante.**

RN → **Royal Navy.**

RNP → **Rassemblement national populaire.**

Royal Air Force ou RAF

Armée de l'air britannique. Les Forces aériennes françaises libres servirent pour l'essentiel dans la RAF.

Royal Navy ou RN

Marine de guerre britannique.

S

SA ou *Sturmabteilung* ou Section d'assaut

Organisation paramilitaire du parti nazi, le *NSDAP*, fondée en 1921, dirigée par Ernst Röhm et qui contribua fortement à l'accès de Hitler au pouvoir en 1933. Surnommés les « chemises brunes » en raison de la couleur de leur uniforme empruntée à des troupes coloniales allemandes, les SA constituaient le service d'ordre nazi et en même temps de désordres et de violences politiques (combats de rue contre les communistes, harcèlements antisémites). Ils furent vite en conflit avec les SS qui dépendaient officiellement d'eux. En 1934, dans la nuit du 29 au 30 juin, à l'initiative de Himmler, Heydrich, Goebbels et Göring, l'état-major de la SA est liquidé lors de la Nuit des longs couteaux, ainsi que des opposants à Hitler, mais la SA subsistera jusqu'en 1945, en particulier dans la *Panzergranadier Division Feldherrnhalle*, division d'infanterie motorisée de la *Wehrmacht*.

Samudaripen → ***Pharrajimos***.

SAP → **Bureau des opérations aériennes.**

SAS → ***Special Air Service***.

SB → ***NS-Tarnsprache***.

SCAP → **Aryanisation.**

Scheißkommando → **Kommando.**

Schlagues

Mot allemand *Schlag* (coup), francisé au féminin pluriel, pour désigner les punitions corporelles, les sévices infligés aux détenus, notamment dans les camps de concentration.

→ Voir ***Gummi***.

Schupo

Policier membre de la ***Schutzpolizei***.

Schutzpolizei

Police de protection dans le *Reich* (niveau municipal).

Schutzstaffel → **SS.**

SD → **Office central de la sécurité du Reich.**

Secret Intelligence Service → **MI6**.

Section d'assaut → **SA**.

Section des atterrissages et des parachutages → **Bureau des opérations aériennes**.

Sections spéciales

Tribunaux d'exception institués par le gouvernement de Vichy dans le contexte des attentats consécutifs à l'invasion de l'URSS le 22 juin 1941 – des attentats surtout matériels, mais, le 21 août, le jeune communiste Pierre Georges (futur colonel Fabien) vient de tuer l'aspirant Moser au métro Barbès. Hitler et le commandement militaire allemand en France (*MBF*) font pression sur Vichy pour qu'il mène lui-même la répression des activités communistes et anarchistes. Le texte de loi est rédigé le 22 août mais antidaté au 14 août dans sa publication au *Journal officiel* le 23 août. Des sections spéciales sont ainsi créées auprès des tribunaux militaires en zone non occupée et des cours d'appel en zone occupée. La loi est rétroactive (les faits antérieurs à la promulgation de la loi sont pris en compte), mais ni énonciation des motifs des décisions, ni recours, ni appel. Le premier procès a lieu aussitôt le 27 août : trois communistes sont condamnés à mort et guillotins dès le 28 août, Lucien Sampaix, journaliste communiste, et quatre autres camarades sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité – Lucien Sampaix sera fusillé par les Allemands le 15 décembre.

→ Voir **Cours martiales**.

Service de police anti-communiste ou SPAC

Service créé en octobre 1941 par le ministre de l'Intérieur de Vichy, Pierre Pucheu, pour surveiller et traquer les communistes. Le SPAC devient en juin 1942, après le départ de Pucheu, le Service de répression des menées antinationales ou SRMAN, dirigé par Charles Detmar.

Service de renseignements → **BCRA**.

Service de répression des menées antinationales → **Service de police anti-communiste**.

Service des opérations aériennes et maritimes → **Bureau des opérations aériennes**.

Service du contrôle des administrateurs provisoires → **Aryanisation**.

Service du travail obligatoire ou STO

Devant les exigences en main-d'œuvre de l'occupant, la « Relève » a été instituée en juin 1942 – départ de trois travailleurs français volontaires en Allemagne en échange du retour d'un prisonnier de guerre. Mais l'échec du dispositif entraîne sans tarder la loi de Vichy du 4 septembre 1942, qui met en place la conscription obligatoire de plusieurs catégories de travailleurs français (dont les ouvriers) pour contribuer à l'effort de guerre allemand. Une loi valant pour les deux zones alors que les Allemands s'apprêtaient à édicter une ordonnance concernant la seule zone occupée – des incidents éclatent en zone sud comme à Oullins, dans la banlieue de Lyon, en octobre 1942. Le 16 février 1943, Laval instaure le Service du travail obligatoire, pour répondre aux nouveaux quotas de travailleurs fixés par les Allemands. Cette fois, ce sont des classes d'âge entières qui sont concernées,

d'abord les jeunes gens nés entre 1920 et 1922 (en pratique les femmes ne seront guère requises). 600 000 travailleurs français requis furent ainsi transférés en Allemagne de l'été 1942 à 1944, à distinguer des 200 000 travailleurs volontaires. La police et la gendarmerie de Vichy ainsi que la Milice traquent les réfractaires, de plus en nombreux, et dont une partie va gonfler en 1943 les effectifs des maquis, tandis que le l'impopularité du STO suscite l'hostilité croissante de l'opinion publique envers le régime de Vichy.

Shoah

Ce mot hébreu (« la grande catastrophe »), titre du film-monument de Claude Lanzmann (1985), sert depuis à désigner en français la destruction des Juifs d'Europe par les nazis. Voir aussi **Génocide, Holocauste, « Solution finale »**.

Sicherheitsdienst → **Office central de la sécurité du Reich.**

Sicherheitspolizei → **Office central de la sécurité du Reich.**

Sipo → **Office central de la sécurité du Reich.**

Sipo-SD → **Office central de la sécurité du Reich.**

SIS → **MI6.**

SK → **Kommando.**

SOAM → **Bureau des opérations aériennes.**

SOE → **Special Operations Executive.**

« Solution finale » ou « Endlösung »

Périphrase nazie pour désigner la destruction des Juifs d'Europe. S'emploie en français entre guillemets pour renvoyer à cet euphémisme.

→ Voir aussi **Génocide, Holocauste, NS-Tarnsprache, Shoah, Untermensch(en).**

Sonderbehandlung → **NS-Tarnsprache.**

Sonderkommando → **Kommando.**

Sous-homme(s) → **Untermensch(en).**

SPAC → **Service de police anti-communiste.**

Special Air Service ou SAS

Unités spéciales de parachutistes britanniques et français libres, destinées à mener des opérations commandos à l'arrière des lignes ennemies. Elles furent notamment utilisées en Afrique du Nord en 1941-1942 contre l'armée italienne et l'*Afrika Korps*, puis larguées en 1944 sur la France occupée pendant et après le débarquement de Normandie pour aider les maquis (notamment en Bretagne, dans le Morvan, dans la Vienne) et procéder à des opérations de sabotage.

Special Operations Executive ou SOE ou Direction des opérations spéciales

Service secret britannique créé par Churchill en juillet 1940 pour la Seconde Guerre mondiale (il sera dissout en juin 1946) et destiné à aider les mouvements de résistance des pays occupés par les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) : renseignement, évasions, sabotages, parachutages de matériel, débarquements/embarquements par avions. Pour la France, les deux principales sections du SOE étaient la section F, dirigée à partir de 1941 par Maurice Buckmaster (« réseaux Buckmaster » ou « réseaux Buck » – une centaine de réseaux sans lien avec les services secrets de la France libre), et la section RF (opérations coordonnées avec la France libre). Le SOE a envoyé en France près de 1 800 agents (un quart furent arrêtés), dont une cinquantaine de femmes, et livré plus de 10 000 tonnes de matériels.

SR → **BCRA**.

SRMAN → **Service de police anti-communiste**.

SS ou Schutzstaffel ou Escadron de protection

À l'origine, en 1925, escadron paramilitaire, milice de protection du NSDAP, le parti nazi, et d'Hitler lui-même, et qui dépendait de la SA. La SS, après avoir vaincu les SA en 1934, est devenue un État dans l'État, l'élite des nazis, dirigée depuis 1929 par le *Reichsführer-SS* Himmler (seul à porter ce titre) et n'acceptant que des hommes, volontaires et sélectionnés. Le pouvoir de la SS est multiforme pendant la 2^e Guerre mondiale : unités militaires (divisions *Waffen-SS* engagées sur le front de l'Est et dans la bataille de Normandie), police politique (*Sipo-SD* dont la *Gestapo*), administration des camps de concentration et mise en œuvre de l'extermination des Juifs et des Tsiganes (*SS-Totenkopfverbände* ou *SS-TV*, formations SS à tête de mort), pouvoirs économiques.

→ Voir aussi **Office central de gestion économique et d'administration de la SS**, **Office central de la sécurité du Reich**, **SA**.

SS-Totenkopfverbände → **SS**.

SS-TV → **SS**.

SS-Wirtschaftsverwaltungshauptamt → **Office central de gestion économique et d'administration de la SS**.

SS-WVHA → **Office central de gestion économique et d'administration de la SS**.

Stalag

Camp de prisonniers de guerre en Allemagne pour les soldats et les sous-officiers alliés.

Stammlager → **Camp de concentration**.

STO → **Service du travail obligatoire**.

Strafkommando → **Kommando**.

Stube

Chambrée d'un *Block* dans un camp. Le *Stubenältester* est le déporté chef de chambrée, le *Stubendienst* est le déporté responsable de l'entretien de la chambrée et des corvées.

Stubenältester → **Stube**.

Stubendienst → **Stube**.

Sturmabteilung → **SA**.

Super-NAP → **Noyautage des administrations publiques**.

T

TA → **Travail allemand**.

Tanière du loup → **Organisation Todt**.

Tarnsprache → **NS-Tarnsprache**.

Terroristes

Vocabulaire utilisé par la propagande de Vichy et de l'occupant allemand pour criminaliser les résistants, ce dont se défendaient ces derniers (cf. le journal clandestin *Défense de la France* : « *Non, nous ne sommes pas des terroristes* » – et *Les Cahiers de Témoignage chrétien* : « *Pour le maquis, contre le terrorisme* ») : pour eux, ce sont les troupes allemandes, la Gestapo, les forces de Vichy, la Milice qui semaient la terreur.

→ Voir **Cours martiales, Patriotes**.

Todeslager → **Camp de concentration**.

Todt → **Organisation Todt**.

TP → **Francs-Tireurs et partisans français**.

Travail allemand ou TA ou Travail antifasciste allemand ou Travail anti-allemand

Groupe des membres allemands et autrichiens de la Main-d'œuvre immigrée, exerçant des activités d'espionnage des forces allemandes pour la Résistance française et de propagande antihitlérienne parmi les troupes d'occupation.

Travail particulier (ou partisan) → **Francs-Tireurs et partisans français**.

III^e Reich → **Reich**.

Typhus

Ensemble de maladies infectieuses très contagieuses transmises à l'homme par les puces, les poux par manque d'hygiène. Ce fut une des causes de mortalité dans les camps de concentration après les gazages et les exécutions par pendaison ou coups

de feu. Par exemple, Danielle Casanova (à Auschwitz), Robert Desnos (à Theresienstadt) et sans doute Anne Frank (à Bergen-Belsen) sont morts du typhus.

U

UGIF → **Union générale des israélites de France.**

Ultras → **Collaborateurs, collabos, collaborationnistes, ultras.**

Union des femmes françaises → **Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ou Front national.**

Union générale des israélites de France ou UGIF

Institution créée par une loi de Vichy du 29 novembre 1941, en même temps que toutes les organisations juives étaient dissoutes, pour représenter les Juifs habitant en France et leur apporter de l'aide sociale – ils étaient obligés d'y adhérer. Au rôle légaliste de l'UGIF, faisant confiance au maréchal Pétain, et dont les employés et dirigeants finirent par être arrêtés et déportés, s'opposaient les organisations juives clandestines.

→ Voir **Armée juive, Comité de la rue Amelot, Œuvre de secours aux enfants.**

Unitaires → **Confédération générale du travail.**

Untermensch(en) ou Sous-homme(s)

Terme de l'idéologie raciste nazie, obsédée par la notion de pureté du « sang » allemand et qui oppose à la « race » aryenne « supérieure », dont relèveraient les peuples germaniques, les « races » prétendument « inférieures » des *Untermenschen*, comme les Juifs, les Slaves, les Tziganes, les Noirs. Cette idéologie a débouché sur des programmes eugénistes (ainsi l'*Aktion T4* ou assassinat des handicapés mentaux et physiques), sur la mise en œuvre de la « solution finale » ou extermination des Juifs du Reich et de l'Europe occupée, sur l'extermination des Tziganes.

→ Voir *Pharrajimos*, « Solution finale ».

V

Verfügbar → **Kommando.**

Vernichtungslager → **Camp de concentration.**

Völkermord → **Génocide.**

Volksdeutsche

Descendants d'Allemands, nés et vivant hors du Reich.

Volkssturm

Garde territoriale créée à l'automne 1944 pour contribuer à la défense des villes du Reich contre les armées alliées – une étape vers la mobilisation totale du peuple allemand. Ses membres, les *Volkssturmmänner*, surtout des hommes âgés et des adolescents des Jeunesses hitlériennes, portaient le plus souvent un brassard pour tout uniforme.

Vorarbeiter

Déporté chef d'équipe de travail dans un camp de concentration.

→ Voir **Prominenter**

W

Wachposten → **Posten.**

Waffen-SS → **SS.**

Wehrmacht

Nom de l'armée allemande de 1935 (succédant à Reichswehr) à 1945. Elle comprend la Heer (armée de terre), la Kriegsmarine (marine de guerre, forces navales), la Luftwaffe (aviation, forces aériennes), l'Abwehr (services de renseignements), et est commandée par l'Oberkommando der Wehrmacht.

→ Voir **Abwehr, Feldgendarmarie, Geheime Feldpolizei, Militärbefehlshaber in Frankreich, Oberkommando der Wehrmacht.**

Wirtschaftsverwaltungshauptamt → **Office central d'administration et de gestion économique de la SS.**

Wolfsschanze → **Organisation Todt.**

WVHA → **Office central d'administration et de gestion économique de la SS.**

Z

Zone annexée

Le Bas-Rhin et le Haut-Rhin (27 novembre 1940) ainsi que la Moselle (25 juillet 1940) sont annexés au *Reich* comme faisant partie du territoire allemand.

Zone interdite

Trois zones sont concernées. D'une part, depuis juillet 1940, le Nord-Est de la France occupée, de la Somme à Dole et à la frontière suisse (hormis la Moselle et l'Alsace, annexées), délimité par la *Nordost Linie* – les habitants de cette zone, également appelée la « zone réservée », et ayant fui au moment de l'exode en mai-juin 1940 ne peuvent rentrer chez eux ; d'autre part, à partir d'avril 1941, une bande côtière de quelques kilomètres de largeur, interdite aux civils le long de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique ; enfin, à partir de mars 1943, la zone frontière entre la France et l'Espagne.

Zone non occupée ou « nono » ou zone « libre » ou zone sud

Couvrant environ 45 % du territoire métropolitain, elle est séparée de la zone occupée par la ligne de démarcation (il faut un *Ausweis* pour la franchir), qui suit plus ou moins le cours de la Loire, puis bifurque vers les Pyrénées côté atlantique – la ligne de démarcation traversait 13 départements : Ain, Jura, Saône-et-Loire, Allier, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Charente, Dordogne, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées. S'y trouve le siège du gouvernement du maréchal Pétain (à Vichy). La zone non occupée est envahie à son tour par les Allemands et les Italiens le 11 novembre 1942, en représailles au débarquement allié en Afrique du Nord. Les Italiens

occupent une zone à l'est de Nantua, Ambérieu, Toulon jusqu'à Nice, ainsi que la Corse. Lyon, Avignon, Aix, Marseille, La Ciotat sont en zone allemande.

Zone occupée ou zone nord

Les Allemands occupent 45 départements en entier et 13 en partie, soit le Nord et l'Ouest de la France (armistice du 22 juin 1940 entre l'Allemagne et la France, signé dans la clairière de Rethondes [forêt de Compiègne]), les Italiens le Sud-Est – soit en partie les Alpes-Maritimes, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, la Savoie (armistice du 24 juin 1940 entre la France et l'Italie, signé près de Rome). Après la chute de Mussolini, les Allemands prennent le 8 septembre 1943 le contrôle de la zone d'occupation italienne.

Zone rattachée

Le Nord et le Pas-de-Calais sont rattachés à l'administration militaire de Bruxelles.

Zone réservée → **Zone interdite.**

Zwangsarbeiterlager → **Camp de concentration.**